

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE

JEUDI 25 DECEMBRE 1969

N° 435, 1,50 F



365 jours de
colère

Sommaire

Luttes ouvrières.

6. Le Père Noël à Billancourt.
7. Le cas Humbert à Montpellier.
8. Vérification de l'horoscope 1969.
9. Alstom : une stratégie.



Luttes étudiantes.

16. Unifier le mouvement de masse étudiant dans l'UNEF.



Luttes internationales.

10. Israël : Pleins pouvoirs à l'extrême droite.
Henri Beley
11. Italie : l'utilisation bourgeoise d'un attentat.
Pierre Gautier



Vie culturelle.

12. Les espions sont parmi nous.
M. Descolonges
13. Livres : Réforme et révolution.
Jean-Yves Romo
14. Cinéma : La vie est à nous.
Jean Morel
15. Musique : Pour s'y reconnaître
Bernard Sizaie



Politique intérieure.

4. La métamorphose du cactus.
5. Prévenir la répression

Petites annonces

J. hom. 23 ans B.S.E.C. Comptable Bil. FR/ALL, cher. emploi stable. Ecr. à « T.S. ».

Militaire Cher. loc. Studio 2 p. vides dans 11^e arr. max. 250 F. Ecr. « T.S. » ou tél. Jean COURAULT, MON. 17-30, ORN. 17-30.

COMPTABLE - MECANOGRAPHE 2^e échelon, cherche emploi Paris ou Région Parisienne. Ecr. à « T.S. ».

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Arthur Rubinstein:
l'Amour de la vie
(fr.)

LIVRES ACHAT MAX. COMPT. à domicile. LAFFITTE
13, rue de Bucy - PARIS 6^e - DAN. 68-28

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

SKI ET CULTURE

- MEIJE 2000 - Séjour jeune
Fin décembre à fin avril.
- SUP DEVOLUY
Début janvier à début avril.

- TCHECOSLOVAQUIE - Hautes Tatras.
Mardi Gras (7 jours) 600 F
Fin février (10 jours) 680 F
Pâques (15 jours) 820 F

Une semaine	160 F
Haute saison	196 F
Paris/Paris.	320 F

● Séjours vacances scolaires :
Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes,
Méribel-les-Allues, Sestrière.

Renseignements et inscriptions : DECOUVERTE ET CULTURE
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6^e

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaie.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
27.000 exemplaires.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de 80 F	
C.C.P. 58 26 65	

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
.....
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



éditorial

L'évasion ou la libération

Jean-Marie Vincent

Les fêtes de Noël et du Nouvel An approchent. Dans la plupart des pays du monde, l'activité productive va considérablement diminuer, les travailleurs vont prendre quelques jours de congé bien mérités, et retrouver en famille ou avec des amis un peu de la liberté et de la joie qui ont marqué les courtes périodes de détente et d'exaltation que s'accordaient les sociétés paysannes, pré-industrielles depuis des temps immémoriaux.

Il est vrai que les inégalités de classe ne cessent pas pour autant au cours de ces derniers jours de l'année. Les membres de la classe dominante font des safaris en Afrique, ou s'installent dans des hôtels de luxe à la montagne et au bord de la mer sans aucun souci matériel, alors que les membres des classes populaires doivent consentir de gros efforts pour se donner pendant très peu de temps la possibilité de ne pas trop compter.

Mais là n'est pas l'aspect le plus scandaleux, le plus criticable de ces fêtes de fin d'année, telles qu'elles sont conçues et pratiquées dans notre société bien capitaliste. C'est bien au contraire dans les prêches douceâtres et lénifiants sur la fraternité et sur la paix, sur le bonheur et la tranquillité qu'on retrouve toutes les tendances mystificatrices d'une idéologie qui veut estomper la lutte des classes.

Noël, le Nouvel An, c'est l'occasion d'une débauche de discours, de vœux pieux qui jouent sur les aspirations les plus profondes des masses à une société sans oppression et sans exploitation. C'est aussi le temps du mé-

pris, qui se traduit par un flot d'amusements dits populaires qui ne visent qu'à faire oublier la réalité. Comme le repos hebdomadaire, les fêtes sont ainsi transformées en une pure et simple période de récupération, d'évasion utile, pour mieux lier les esclaves salariés à leurs chaînes.

L'O.R.T.F., R.T.L., Europe n° 1 vont nous la bailler encore plus belle que d'habitude. Certainement nous aurons droit à toutes sortes de contes de fées et bien sûr à quelques attendrissements charitables pour des victimes particulièrement misérables de la société dite du bien-être. Mais le bonheur, le malheur, la jouissance ou la souffrance ne seront dans tout cela qu'affaire de chance ou de malchance. Pour tous ces dispensateurs de remèdes opiacés, le monde n'a pas à être compris, il a simplement à être tel qu'il est, sauf à promettre un monde meilleur dans l'au-delà.

Nous ne les suivrons pas sur cette voie. Les fêtes pour nous ne seront pas une mascarade qui écarte ou exclut la conscience des affrontements qui nous attendent, mais une occasion de retremper nos forces pour l'année à venir. Nous ne boudons pas notre plaisir à nous retrouver avec ceux qui nous sont proches, mais en sachant qu'il ne s'agit que d'un répit qu'il faut utiliser au mieux. Les véritables fêtes, les fêtes sans arrière-pensées, nous le vivrons lorsque s'amorcent les combats victorieux contre l'infamie séculaire du capitalisme, lorsque nous pourrons fêter notre propre libération.

**A PARAÎTRE
PROCHAINEMENT**

ANDRÉ BARJONET

**LE PARTI
COMMUNISTE
FRANÇAIS**

LES ÉDITIONS JOHN DIDIER

236 pages

Prix de souscription 15 F
Prix public 16,50 F

Membre des Jeunesses Communistes dès 1939, résistant de la première heure. Membre du P.C.F. depuis 1944, collaborateur de Roger Garaudy à l'Encyclopédie de la renaissance française, puis au Centre d'Études et de Recherches Marxistes, un des premiers fondateurs d'« Economie et Politique ».

André Barjonet démissionna du P.C.F. en 1968 en même temps qu'il résiliait ses fonctions de Secrétaire au Centre d'Études Économiques et Sociales de la C.G.T. et qu'il adhéra au PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ.

A la table des matières

1^{re} partie

- I. — Le PCF, la nation et la patrie.
- II. — Quel marxisme ?
- III. — Le PCF et la « démocratie ».
- IV. — Le PCF et le socialisme.
- V. — La dictature du prolétariat et les voies de passage au socialisme.

2^e partie

- I. — Le « centralisme démocratique ».
- II. — Les organisations annexes ou influencées.
- III. — La presse communiste et l'éducation.

3^e partie

- I. — Le PCF et les intellectuels.
- II. — Les communistes, le langage et la morale.
- III. — Les problèmes de la jeunesse.
- IV. — Le PCF et les questions internationales.
- V. — Les événements récents et l'échec de Waldeck-Rochet.

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65
Veuillez expédier, franco de port, dès parution du livre « Le Parti Communiste Français » à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre

Ci-joint un chèque de

M

Adresse

Le droit des riches (De notre correspondant à Nanterre)

Un soir de décembre, des militants attendent sous la pluie l'arrivée d'une camionnette. Ils participent à l'une des opérations « squattage » de la région parisienne.

Dix minutes plus tard, une mère et ses trois enfants en bas âge ont réintégré leur logement, d'où ils avaient été expulsés trois mois auparavant.

Deux militantes vont passer la nuit là pour tenir compagnie à la relogée, et, pendant trois jours, une permanence sera assurée. On craint l'arrivée de la police. Il ne faut pas que cette femme soit seule, la présence de nombreux amis est un des rares moyens dont nous disposons pour empêcher les forces de police de venir rétablir « l'ordre républicain ». Il faudra éventuellement la soutenir pour qu'elle refuse de partir si l'ordre lui en est donné.

La situation est difficile car la mairie, communiste, ne veut ou ne peut rien faire. Pourtant, sous notre pression, une autre famille a déjà été relogée.

Pourquoi pas celle-ci ? La situation mérite bien cependant une solution exceptionnelle.

M. et Mme T... habitent un logement insalubre, exproprié pour la construction du nouveau centre administratif de Nanterre.

En 1961, M. T... est alors maçon, il gagne bien sa vie et aurait de quoi payer un loyer de HLM ; mais il n'y a pas de logement disponible. Cette même année, M. T... fait une chute d'échafaudage. Son état n'est pas trop grave mais il doit cesser de travailler victime d'une fracture des vertèbres cervicales. Un an plus tard, des troubles mentaux apparaissent, que les médecins refusent de lier à l'accident, ce qui le prive du bénéfice des accidents du travail. Les séjours en clinique psychiatrique sont fréquents. Puis des troubles moteurs. Nouveau refus de voir là les conséquences de son accident de travail. La pension pour cet homme entièrement immobilisé est de 30 %, la situation de la famille se dégrade sérieusement.

Le malade devient fou, il fait des fugues, est interné mais il s'enfuit et revient chez lui... pour mettre le feu ! La pension n'augmente toujours pas, et les ressources de la famille s'épuisent. La femme ne peut pas travailler régulièrement. Elle est renvoyée d'une place parce qu'elle ne pouvait faire du travail de nuit. Quant au dimanche, « elle a son mari chez elle pour s'occuper de ses enfants » n'est-ce pas ! Dès lors, ne pouvant payer son loyer, ne pouvant s'occuper de son foyer, le

logement se dégrade lui aussi. La propriétaire intente une action en justice ; et le 29 décembre 1967, elle obtient un jugement d'expulsion. La locataire doit à ce moment, 3.600 F à son propriétaire. Elle promet de les rembourser dès que son mari sera reparti dans son pays natal, l'Italie.

Malgré cela, le 18 septembre 1969, le jugement est exécuté. Mme T... et ses trois enfants sont à la rue.

Des voisins essayent bien de la reloger, mais dans ce quartier les gens les plus conscients sont tous assez mal logés. Quant au bien logés !

Depuis trois mois un groupe d'habitants du quartier, a décidé de prendre en charge cette affaire, appuyé rapidement par les « Amis de Témoignage Chrétien » et la section du PSU. De nombreuses démarches ont lieu, auprès de la Préfecture et auprès de la mairie pour savoir qui doit devenir propriétaire du local. On découvre alors la véritable raison de l'expulsion. Elle permet à la propriétaire de livrer des appartements libres, sans obligation de relogement, ce qui lui permet de toucher une indemnité d'expropriation beaucoup plus élevée. Ce point de vue nous a d'ailleurs été confirmé par la personne elle-même que nous avons rencontrée. C'est, dit-

elle, un bon calcul, qu'elle ne veut pas revoir mis en cause par notre action : irresponsable !

Devant l'échec de toutes ces démarches, il était nécessaire de passer à l'action directe. Le logement étant toujours libre, ainsi que trois autres, libérés selon des procédures voisines, le comité de quartier, les Amis de T.C. et le PSU décidèrent d'aider cette femme à réintégrer son propre logement.

L'opération a pour le moment réussi, car nous profitons de la loi de 1958, interdisant les expulsions du 1^{er} décembre au 15 mars. Des tracts circulent pour expliquer le sens politique de cette action. Les échos sont plutôt favorables bien que cette action soit quelquefois ressentie comme une attaque contre la mairie.

En fait, nous voulons montrer l'existence du problème du logement dans nos banlieues ouvrières surpeuplées, écrasées de charges ; montrer l'inexistence d'une politique de logements sociaux. Dénoncer les méfaits de la propriété privée de logements non habités par leurs propriétaires. L'aide des personnes du quartier a été fondamentale pour la réussite de cette opération et doit nous faire réfléchir pour nos futures actions. □

La métamorphose du cactus

1969 restera l'année du tournant politique imposé à la bourgeoisie française par l'évolution du capitalisme national et international. Alors qu'il avait traversé l'année précédente sa plus rude épreuve de l'après-guerre, attaqué de front par l'ensemble des travailleurs du pays en mai, et abandonné par ses piliers financiers les plus solides en novembre, le régime gaulliste a aujourd'hui refait peau neuve en choisissant, à l'instar de son nouveau président, de moins marquer l'Histoire éternelle, mais de gagner plus d'argent aujourd'hui.

L'un des signes de ce tournant est sans aucun doute le transfert des principaux centres de décision du pouvoir vers des technocrates éclairés du néo-libéralisme dont Valéry Giscard d'Estaing s'est fait jusqu'ici le grand prêtre.

Il y aurait certes matière à de bons morceaux d'ironie lorsqu'on voit aujourd'hui notre ministre des Finances chanter les louanges d'un Georges Pompidou pour lequel il a toujours entretenu des sentiments pour le moins mêlés, tandis que Chaban-Delmas, pris d'une amitié soudaine pour son « Cher Valéry », se fait un devoir de vanter les mérites de notre grand argentier devant les Républicains Indépendants réunis à Courbevoie. Mais nous laisserons à d'autres le soin de tenir à jour la rubrique mondaine des relations entre les orthodoxes du gaullisme et les jeunes loups du giscardisme.

Plus intéressante nous semble être par contre, la signification politique de l'importance croissante prise par les Républicains Indépendants à l'intérieur de la majorité.

L'erreur de De Gaulle

Donc des Messieurs très sérieux, spécialistes d'une science dite « politique » dont la rigueur s'est révélée jusqu'ici inversement proportionnelle à sa prétention, nous avaient déjà expliqué, statistiques à l'appui, qu'à l'occasion du référendum d'avril et des présidentielles de juin, la courbe du gaullisme « sans De Gaulle » avait rejoint puis dépassé les suffrages recueillis directement par le général lui-même lors de ses référendum-plébiscite ou à l'occasion des présidentielles de 1965 (1). Indication politique très intéressante à condition de ne pas la dégager de son contex-

te économique puisqu'elle mettait en évidence l'incapacité du gaullisme traditionnel à répondre aux nouveaux besoins du capitalisme français et européen.

Incapacité encore accrue par le désir de De Gaulle de promouvoir après Mai 68, la grande réforme du siècle en ouvrant une troisième voie entre le « communisme totalitaire et le capitalisme sauvage ». Erreur tactique considérable puisqu'elle eut pour seul effet de faire basculer la grande bourgeoisie française — qui avait mieux à faire — et la petite bourgeoisie — qui attendait l'ordre et non des projets grandioses — dans l'opposition du Général. M. Pompidou s'était alors joint discrètement à l'attaque en règle lancée publiquement par Giscard d'Estaing contre les orientations du gouvernement.

Et pour mieux comprendre la situation politique de la majorité actuelle, il est utile de revenir aux principaux griefs du courant néo-libéral à l'époque.

La montée de Giscard

Le cactus avait en effet trois épines : l'une concernant la fonction de l'Etat que les tenants du club « Perspectives et Réalités » trouvaient tatillon et surtout trop entreprenant dans le domaine économique. L'autre se fondait sur la politique gaullienne des méthodes d'intégration bien plus efficaces ; la troisième enfin, peut-être la plus acérée portait sur une politique étrangère de plus en plus illusoire aux yeux des Républicains Indépendants qui lui auraient volontiers substitué un retour dans le giron Atlantique et une politique d'intégration économique européenne dynamique s'ouvrant à la Grande-Bretagne.

Le cactus, on le voit aujourd'hui n'aurait plus grand chose à piquer vu la politique menée par le trio Pompidou-Chaban-Giscard. Giscard a déclaré récemment : « Le Président de la République a déjà marqué son septennat par deux actions essentielles : la proposition d'actionnariat à la Régie Renault qui doit accélérer l'intégration de la classe ouvrière au sein de la Nouvelle Société, et l'initiative de la réunion de La Haye où la France a été le pèlerin de l'Europe ».

Il est difficile d'être plus clair ! La clarté est d'ailleurs la principale caractéristique de ces chantages du néo-capitalisme qui ne

s'embarrassent pas d'envolées lyriques sur la « Nouvelle Société » pour justifier leurs objectifs : c'est ainsi que nous pouvons lire dans le « Cahier des propositions » rédigé lors du séminaire permanent de Courbevoie, sous le chapitre *Mission de l'Etat* : « Que l'Etat favorise les entreprises créant des richesses — qu'il se retire des activités qui sont du ressort des entreprises privées — qu'il assure la promotion du progrès économique par le capitalisme — qu'il fasse preuve d'une grande fermeté à l'encontre des actions syndicales paralysant l'appareil économique ».

Quant au chapitre intitulé « Liaison Université-Industrie » il est aussi explicite que son titre. Nous y lisons notamment la demande « que soit rendue obligatoire la faculté actuellement laissée aux unités d'enseignement et de recherche d'associer des personnalités extérieures, et notamment du monde des affaires à leurs travaux. »

L'avenir du « néo-libéralisme »

Ainsi donc sur les aspects principaux de la politique étrangère gouvernementale, comme sur ceux de la politique intérieure, qu'il s'agisse du renforcement de la rentabilisation de l'enseignement de l'intégration par la force ou par la politique contractuelle de la classe ouvrière, ou de la liberté totale laissée par l'Etat aux grandes entreprises, le néo-libéralisme giscardien a remporté des victoires décisives. Certes cela ne se fait pas sans frictions au sein même de l'U.D.R. et cela renforce la conviction de l'U.D.T. qu'il y a bel et bien « trahison » du gaullisme par Pompidou.

Il ne se passe pas non plus une semaine sans que quelques piques soient échangées entre les tenants d'une U.D.R. qui trouvent que l'on fait vraiment la part trop belle aux ralliés de la dernière heure et les voraces Républicains Indépendants qui refusent d'être la cinquième roue du carrosse. Si vous voulez vous distraire, lisez à ce sujet l'admirable Tribune Libre de Jacques Dominatti dans « Combat », ulcéré parce que Jacques de Montalais a dans « la Nation », accusé son mouvement d'aspirer à une société américaine qui ramasserait ses blessés », alors que comme il le prétend, et comme chacun le sait « malgré les particules bien accueillies

dans notre direction politique, notre ambition est populaire » (sic).

Mais ce qu'il est important de noter c'est que le néo-libéralisme est actuellement l'instrument politique le mieux adapté à l'étape nouvelle qu'aborde le capitalisme français. Laissant derrière lui les anachronismes de la droite conservatrice ou bonapartiste réunies par De Gaulle tout autant que les pleurnicheries « de gauche » de l'U.D.T., il constitue la seule force politique capable d'imposer la modernisation des structures économiques françaises, l'intégration de la classe ouvrière et le rattrapage des capitalismes allemand et anglais.

A ce titre le clivage ne passe plus entre les Républicains Indépendants et l'U.D.R. Il passe à l'intérieur de la majorité actuelle entre la grande bourgeoisie qui suivra Pompidou, Chaban et Giscard et les représentants politiques des couches qui feront les frais de cette opération. Mais ce qui permet aujourd'hui à Giscard d'imposer ses options, c'est qu'il n'a à proprement parler aucune opposition réelle en face de lui, ni dans la majorité, ni dans l'opposition.

Car les clivages nouveaux ne se feront pas sur des reclassements politiques anachroniques. Ils se font par rapport aux solutions politiques proposées à l'étape actuelle de développement du capitalisme européen. Le néo-radicalisme qui entend respecter le processus de production capitaliste mais en limiter les effets les plus désastreux en est une autre qui existe en Allemagne et en Angleterre sous la forme du S.P.D. et du Parti Travailleuse.

En France, les journées d'Etudes centristes d'Orsay et la tentative de Servan Schreiber marquent sa naissance et la social-démocratie française devra s'y rallier si elle ne veut pas disparaître. A moins qu'une partie de ses membres ne décide de rejoindre le courant socialiste révolutionnaire dont l'instrument politique est en train d'apparaître en Italie et en France. Car c'est entre le néo-libéralisme et le néo-radicalisme d'une part, nouvelles formes politiques du capitalisme international et le courant socialiste révolutionnaire d'autre part que se situeront de plus en plus les luttes à venir.

(1) cf. Alain Lancelot « Comment ont voté les Français » Projet Sept-Oct. 69.

De bonnes intentions

Jean-Marie Vincent

Le 18 décembre dernier le parti communiste et le parti socialiste ont publié une déclaration commune. Quelques jours plus tard des leaders des deux partis ont commenté cette déclaration à la radio en précisant leurs positions respectives. On est donc en présence d'un ensemble de documents qui permettent de se faire une idée un peu plus exacte du point de départ des conversations qui vont s'engager entre les deux organisations.

On constate d'abord que la déclaration commune se place sous le signe de l'union de la gauche, c'est-à-dire dans une tradition qui, de 1936 à 1968 en passant par 1945-1947, s'est clairement située dans une optique légaliste et parlementariste qui excluait que l'on portât des coups décisifs à l'ordre bourgeois et plus précisément à son Etat. Il s'agit en réalité pour les deux partis de former une coalition à vocation gouvernementale, susceptible de remporter une victoire électorale dans le cadre politique et institutionnel du régime actuel.

Bien entendu, comme l'indique sans ambiguïté la déclaration : « Un accord entre le parti socialiste et

le parti communiste français constituerait la pièce maîtresse de l'union de la gauche. » En d'autres termes, les deux parties contractantes partent du principe qu'elles ont une sorte de prédominance « a priori » sur cette union ou encore une sorte de droit à la direction. Comme le dit joliment Robert Verdier, le futur accord « constituera un noyau auquel pourront se joindre les autres formations de la gauche non communiste ». Les deux partis peuvent, il est vrai, se prévaloir de leur force électorale, certaine pour le parti communiste, plus douteuse pour le parti socialiste, mais, ce faisant, ils indiquent très clairement qu'ils ne tiennent pas à voir tous les secteurs du mouvement ouvrier participer à une discussion sur la stratégie socialiste, sur les objectifs de lutte immédiats et sur la façon de mettre en échec le régime Pompidou.

On ne peut, certes, demander à une courte déclaration qui ne fait qu'annoncer des discussions en vue d'un accord de traiter à fond tous les problèmes. On peut quand même s'étonner de n'y trouver aucune référence précise aux luttes ouvrières et paysannes des derniers mois, aucune allusion à leur contenu anti-

capitaliste alors que tous les efforts du régime ont précisément tendu à les faire avorter par la répression, par la politique des contrats de progrès ou par des manœuvres dilatoires (paysans, petits commerçants particulièrement). Si c'est là le phénomène dominant de la période, on s'explique mal (ou, au contraire, trop bien) que deux organisations qui se sentent appelées à un rôle dirigeant ne partent pas de là pour affirmer leur volonté de combat pour le socialisme. N'est-ce pas justement parce qu'elles ne conçoivent les luttes à la base que comme des moyens de pression utiles à leur stratégie légaliste ?

Aussi, tout au cours du processus de discussions qui aboutira ou non à un accord (le parti socialiste est encore loin d'avoir réglé ses problèmes internes), nous ne manquerons pas de ramener sur le tapis ces questions gênantes, ces problèmes décisifs du mouvement ouvrier. Comme dirait Jacques Duclos, nous tiendrons ces deux états-majors à l'œil et nous ferons le maximum pour que leurs thèses soient analysées et perçues réellement pour ce qu'elles sont par le plus grand nombre possible de travailleurs. □

« Nous sommes tous des Juifs allemands !... » Mais il y a mieux : mardi 9 décembre, tandis que sur un poste périphérique des sionistes stigmatisent l'antisémitisme qui, selon eux, se développe dans les facultés, un groupe de cinquante sionistes, brandissant barres de fer et couteaux à cran d'arrêt, pénètre dans une salle de la faculté de Censier où se tient une réunion de soutien à la résistance palestinienne. Bilan : 4 blessés transportés d'urgence à l'hôpital. Parmi eux, Eli Lobek, représentant du Comité d'action révolutionnaire israélien à l'étranger. Cette agression faisait suite à deux autres, du même type, qui avaient eu lieu le vendredi précédent à sciences po, et le 13 novembre à Vincennes.

Désormais le temps des illusions est passé. Comme l'a démontré l'imposant service d'ordre étudiant qui protégeait le meeting de protestation décidé le jeudi 11 à la faculté de Médecine, les militants d'extrême gauche savent à présent à qui ils ont affaire. Les protestations hypocrites de certaines organisations sionistes « libérales » (qui condamnent TOUTES les violences chaque fois qu'une agression fasciste est commise) ne sauraient les impressionner. La conjonction entre de telles agressions et une écœurante propagande à laquelle participe plus ou moins ouvertement la quasi-totalité des organes d'information de masse — et ceci au moment où le pouvoir cherche manifestement à discréditer l'extrême gauche aux yeux de l'opinion en vue de préparer les esprits à un décret d'interdiction — leur fait comprendre d'où souffle le vent. La propagande sioniste accusant l'extrême gauche d'antisémitisme pour susciter et justifier des départs vers Israël, conformément aux besoins de la politique de peuplement des territoires occupés ; la renaissance en France de divers mouvements d'extrême droite ; l'offensive multiforme du pouvoir néo-gaulliste contre l'ensemble de l'extrême gauche et du mouvement ouvrier (grèves discréditées, attaques de militants isolés, campagnes d'intoxication, etc.) ; — entre tous ces faits il y a un rapport profond qu'il est indispensable de dénoncer dès maintenant...

Nous ne saurions trop conseiller enfin aux lecteurs de « T.S. » de se procurer « ISRAEL », la revue du MATZPEN, composée en majeure partie d'articles de la presse israélienne — une presse belliciste et raciste sur laquelle notre presse bourgeoise fait, comme par hasard, le plus grand silence... □

Prévenir la répression

Henry Rosengart

Une infâme propagande contre l'extrême gauche est en train de se développer en France. Elle n'est pas vraiment nouvelle : l'expression « fascistes rouges » (employée aussi

dans d'autres pays) a connu un franc succès mais n'a pas donné les résultats escomptés. Les meneurs d'opinion ont donc décidé de frapper plus bas. Le soutien à la ré-

sistance palestinienne qui se développe dans les universités leur sert désormais de prétexte pour accuser... d'antisémitisme ceux-là mêmes qui en Mai 68 défilaient en clamant :

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Connaissez-vous I.S.R.A.C., la revue du Comité d'Action Révolutionnaire Israélien à l'Etranger (C.A.R.I.S.E.), qui défend les positions du M.A.T.Z.P.E.N. ?

Le numéro 2 est paru.

— Abonnement ordinaire (6 numéros) : 10 F.

— Abonnement de soutien : 50 F.

Ainsi pouvez-vous soutenir les camarades du C.A.R.I.S.E. blessés lors de l'attentat à Censier. Les blessures, cela fait mal, mais cela coûte très cher. (280 F par journée d'hospitalisation, la Sécurité sociale ne couvre pas tout le monde.)

Envois de fonds à :

HALLOUIN - C.C.P. 30 63 801, 88-LA SOURCE

ERRATUM : une erreur s'est glissée dans les dernières lignes de la quatrième colonne de mon article sur le marxisme et la question juive. paru dans « T.S. » numéro 434. Il faut lire : « Mais, dira-t-on, si les Juifs étaient presque tous des marchands, il n'en existait pas moins des masses populaires juives tant en Palestine que parmi la diaspora antique. » (Il est en effet notoire que, contrairement à ceux de la diaspora, les Juifs de Palestine se convertirent très peu.) H. R.

Le Père Noël à Billancourt

Rémy Grillault

« C'est une vieille idée » avouait modestement Pompidou annonçant sa volonté d'instaurer l'actionnariat ouvrier à la Régie Renault. Il est vrai que d'un gaullisme à l'autre, le refrain de la « politique sociale » n'a guère changé ! Et les travailleurs de chez Renault n'en sont pas à leur première expérience : dès 1945, lors de la nationalisation, de Gaulle leur promettait « une formule inspirée des doctrines de la participation ouvrière ». Plus tard, ils devaient être les premiers, dans le secteur public, à se voir appliquer le régime de l'« intéressement ». La Régie va devoir maintenant donner aux entreprises françaises l'exemple du « capitalisme populaire » !

La politique des bonnes œuvres...

Actionnaires malgré eux, les travailleurs de la Régie, à qui l'on promet depuis vingt ans « le dépassement de la condition prolétarienne », sauront apprécier à sa juste valeur ce nouveau cadeau du régime : 300 millions d'actions gratuites octroyées en quelques années. Voilà qui mérite que l'on y regarde de plus près :

● Le décret de 1945 prévoyait un partage des bénéfices entre l'Etat, les œuvres sociales et les travailleurs de la Régie. Résultat : une « prime de gestion » dérisoire. Les promesses d'aujourd'hui ont plus de chances d'être tenues. C'est qu'elles représentent l'avantage de ne coûter absolument rien à l'entreprise : celle-ci n'aura qu'à distribuer à son personnel des titres lui reconnaissant un droit tout formel de propriété. L'avantage en terme de pouvoir d'achat est nul dans l'immédiat, incertain dans l'avenir. Ce n'est qu'un système d'épargne forcée, mais la direction pourra toujours s'en prévaloir pour refuser la satisfaction des revendications salariales.

Sur le plan du « pouvoir » reconnu aux travailleurs, le régime de l'actionnariat n'est pas moins illusoire. En effet, que peut-on attendre de la présence des actionnaires-salariés au sein du conseil d'administration, puisque en tout

état de cause leur participation au capital — et donc au droit de vote — est légalement limité au quart des actions ? Bien plus, prévoir que « les membres représentant l'Etat doivent toujours détenir la majorité des sièges du conseil », c'est pour le nouveau système se situer en retrait de celui actuellement en vigueur où le gouvernement ne dispose que de huit sièges sur seize.

et ses arrières pensées

Voilà la réponse du pouvoir aux problèmes réels soulevés par les syndicats lors de la dernière grève : réduction du temps de travail, création d'un fonds de préretraites, programme de formation professionnelle... Le gouvernement ne négocie plus : il fait la charité !

Démagogie et faux semblants ? Certes, mais aussi dispositif ingénieux qui sert très directement la stratégie économique et sociale de la bourgeoisie :

● Il s'inscrit tout d'abord dans la politique d'intégration de la force syndicale poursuivie systématiquement depuis 1958. De « politique des revenus » en « contrats de progrès », il s'agit toujours de créer de fausses solidarités dans le but de dissimuler la ligne d'affrontement de la lutte des classes. Le mythe de l'« intérêt général » est, depuis Mai 1968, trop élimé pour assurer, au niveau national, l'adhésion docile des travailleurs à la règle de l'exploitation capitaliste. C'est maintenant, au niveau de chaque entreprise que l'on essaye de dissoudre la conscience de classe et l'organisation revendicative des salariés. D'où cette tentative dérisoire pour leur donner cet « état d'esprit d'actionnaire » qui prétend, en définitive, faire des travailleurs des complices de leur propre exploitation. D'où surtout ce souci d'introduire au sein du prolétariat de sordides divisions d'intérêt : la distribution des actions de la Régie se fera au vu de « critères d'ancienneté » et de hiérarchie. La maison aura

aussi ses « bons » ouvriers et ses cadres fidèles, ceux avec qui l'on partage un peu du capital, quitte à le prendre sur le dos des autres travailleurs. Car 40 % seulement des ouvriers horaires bénéficieront de la loi, et, bien évidemment, les travailleurs étrangers sont, au départ, exclus du nouveau régime d'actionnariat...

● L'offensive réformiste sur la Régie s'inspire des plus vieilles recettes du paternalisme social. Elle a également une autre dimension, celle de la « politique industrielle » du pouvoir. Renault est la première firme de France et l'une des plus rentables. Cela attire des convoitises. Or les précautions prises par le gouvernement contre l'accusation de dénationalisation ne sont guère convaincantes : pour ouvrir la Régie aux intérêts capitalistes privés, il suffira maintenant d'aménager les règles de négociabilité des titres distribués au personnel. C'est précisément selon ce procédé en deux temps qu'a été réalisée la désétatisation des firmes allemandes telles que Volkswagen et Preussag. Le gouvernement français, pour sa part, a déjà trop fait ses preuves en matière de privatisation. Le patronat peut, sans grands risques d'échec, réclamer la part du lion dans cette société unique de l'automobile que le régime rêve de constituer : le caractère national de la Régie ne sera pas longtemps un obstacle à la constitution d'un grand monopole dominé par l'intérêt privé.

Défendre le secteur nationalisé

Le jeu est trop clair pour que les travailleurs en soient dupes. La poursuite des luttes déjà engagées sur le renouvellement de l'accord d'entreprise sera leur réponse aux promesses et aux mensonges. Mais, c'est tout le courant socialiste qui doit, dans cette affaire, dénoncer la subordination du pouvoir politique aux intérêts du capitalisme industriel et financier. Dans ce combat, l'enjeu est clair.

● Il serait dangereux de considérer le secteur public comme un « îlot de socialisme » échappant

déjà à la lutte de classes. Les nationalisations, formule caractéristique du capitalisme monopoliste d'Etat, ne pouvaient transformer les rapports sociaux de production, puisque loin d'assurer l'appropriation des moyens de production par la collectivité des travailleurs, elles n'ont fait que transférer l'exercice du pouvoir patronal à l'Etat bourgeois. Il en sera ainsi de tous les programmes de nationalisation — y compris celui de la « démocratie avancée » — tant qu'il ne s'inscriront pas dans un mouvement de prise du pouvoir par la classe ouvrière qui remette en cause et la nature de classe de l'Etat et les formes d'autorité au sein de l'entreprise.

● Cette même exigence fera également refuser les conceptions réformistes auxquelles se rallie ouvertement la social-démocratie. Au cours du débat parlementaire, M. Mitterrand a rappelé qu'il « ne voulait plus parler en termes de propriété mais de pouvoir au sein de l'entreprise ». Mais, à moins d'une quelconque « participation », à qui fera-t-il croire que l'on peut changer les rapports de pouvoir dans l'entreprise sans précisément porter atteinte à l'appropriation privée des moyens de production, sans détruire le fondement même de la société capitaliste ?

● Dans cette optique, notre défense actuelle du secteur public prend un sens et un seul. Il s'agit de défendre contre le démantèlement, ce qui peut, demain, représenter un bastion d'appui irremplaçable, pour une prise du pouvoir révolutionnaire et pour la construction d'une économie et d'une société aux mains des travailleurs.

Erratum

L'article intitulé : « Mieux qu'en Mai 68 » et paru dans « T.S. » n° 434 du 18 décembre page 6, relatait la grève en cours aux Ets GILLIER de SAINT-DIZIER (Bonneterie JIL). Malheureusement, le titre indiquant le nom de l'entreprise et le lieu a sauté lors de la mise en page, rendant le texte incompréhensible. Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Montpellier : le cas Humbert

Il est 8 h. Il fait froid, il fait même très froid pour des Montpelliérains habitués à une température plus douce. L'autobus des « Courriers du Midi » arrive au loin. De l'autre côté de la route, sur le chantier de construction du centre commercial « Mammouth », des ouvriers se sont réunis autour d'un feu de fortune constitué de quelques planches. L'autobus se rapproche. Deux hommes, battant la semelle, se mettent en travers du chemin et font stopper l'autobus. L'un d'eux s'approche du chauffeur et lui remet un paquet de tracts, que très rapidement, de mains en mains, est bientôt complètement réparti.

Ces deux hommes sont deux militants du P.S.U. Ils sont près de Pérols, en pleine nature, devant l'entreprise Humbert.

Pourquoi conter ici cette histoire a priori banale, car des militants P.S.U. à la porte des entreprises, c'est (ou ça devrait être) fréquent dans le parti ? C'est le caractère particulier qui nous a incité à écrire cet article, le cas « Humbert ».

Humbert, c'est une entreprise qui fabrique des abats-jour, elle emploie près de 100 personnes, c'est une petite entreprise, mais ceux qui connaissent la région savent que dans l'Hérault, les grosses entreprises sont rares, très rares.

Humbert a licencié 18 personnes, sur un effectif de 100, ça fait près de 20 %. Mais encore une fois cela n'a rien de bien spécial. J'écrivais dernièrement dans T.S. qu'à Béziers, il y avait plus de 600 emplois supprimés. A Sète, chez Boyé, il y en a 36. Puis à Castelnau, à Lodève, partout dans la région on parle de licenciements.

Chez Humbert, c'est un peu différent, c'est une sorte d'escalade dans la violation de la loi. Les travailleurs ont été licenciés sans préavis, parce qu'il y a moins de travail. C'est toujours ainsi, quand l'entreprise marche bien, quand les commandes sont nombreuses — donc lorsque les profits sont gros — on fait travailler plus vite. Quand les commandes ralentis-

sent — quand les profits sont moins gros — on licencie.

Parmi les licenciés, il y a une femme en congé de maternité. D'autres sont de la même famille, ce qui laisse la famille sans ressource. Presque la totalité des travailleurs sont payés au SMIG, les autres à la pièce. Les jours fériés sont obligatoirement récupérés, donc pas payés. Pas de syndicat, bien sûr pas de comité d'entreprise. J'en passe...

En fait, c'est « l'entreprise modèle » pour une « société nouvelle », vous connaissez la musique, les paroles sont de Chaban-Delmas. Ce même Chaban-Delmas qui, ironie, se trouvait le jour même des licenciements, en compagnie du grand cirque gaulliste à quelques centaines de mètres de l'entreprise Humbert, de l'autre côté de la route qui relie Montpellier aux constructions futuristes de la Grande Motte, là où on retrouve les capitaux gaullistes, et le symbole du Languedoc colonisé. A quelques centaines de mètres, durant trois jours, le petit monde

gaulliste, de Papon à Debré, a jeté son fiel contre les organisations ouvrières, contre le syndicalisme, contre le droit de grève. Quelle est la leçon que les travailleurs montpelliérains, et particulièrement ceux de chez Humbert ont retenus ? C'est que derrière toutes les phrases creuses du conseil U.D.R., derrière les menaces lancées contre la classe ouvrière, se cache le vrai visage du gouvernement : celui de la dictature violente de la classe bourgeoise, contre la majorité du peuple, contre les travailleurs.

Contre ce pouvoir, et plus concrètement contre le pouvoir arbitraire patronal, il n'y a pas, et il ne saurait y avoir d'autre moyens de lutte que l'union des ouvriers eux-mêmes.

En dénonçant, de l'extérieur ou de l'intérieur, ce qui a de plus criant dans l'arbitraire patronal, le P.S.U. ne débarrassera pas d'un seul coup les ouvriers de cet arbitraire, mais il leur donnera une arme pour combattre efficacement la bourgeoisie sur les lieux mêmes de l'exploitation.

P. M.

Prépare-t-on un mauvais coup contre les maternelles ?

Edgar Faure, lors de la préparation du budget 1969 :

« C'est entre l'âge de 2 et 6 ans que se joue l'essentiel de la chance d'une profonde démocratisation de l'enseignement. »

Olivier Guichard (Le Monde, du 2 décembre) :

« J'ai posé une question, et je la pose à nouveau. Quand nous pensons à l'enfant de quatre ou cinq ans. Mais ce seront bientôt ceux de deux et trois ans qui le peupleront si du moins nous vou-

lons répondre à une demande de plus en plus précise et pressante. Cette demande peut nous amener en cinq ou six ans un million trois cent mille enfants de plus dans les écoles, pour lesquels il nous faudrait trente mille maîtresses.

« Le V^e Plan avait émis l'idée de former pour les maternelles des "aides éducatives". Est-il tout à fait absurde d'imaginer une structure de l'école maternelle qui permette à ces aides, sous la direction des institutrices, de prendre en charge les tout-petits ? »

Réunions

● RENCONTRE REGIONALE DES TRAVAILLEURS DE L'ELECTRONIQUE

Dimanche 28 décembre, 81, rue Mademoiselle à 9 h 30.

Ordre du jour :

- concentration dans le groupe Thomson-C.S.F. ;
- rapport parti-syndicats ;
- animation du secteur R.P. de l'électronique.

● JOURNEE NATIONALE ENTREPRISE DES USINES D'AVIATION

Samedi 24 janvier 1970, à 9 h, 81, rue Mademoiselle, Paris.

Cette annonce tient lieu de convocation. Ecrire à la commission nationale entreprise pour s'inscrire.

Déclaration commune P.S.U.-Ligue communiste

Une délégation du B.N. du P.S.U. et une délégation du B.P. de la Ligue Communiste se sont rencontrées le 17 décembre 1969. Elles ont procédé à un échange de vues sur :

- la situation politique ;
- la démocratie au sein du mouvement ouvrier ;
- la stratégie des luttes ;
- la lutte contre la répression

sous toutes ses formes (dans les entreprises, dans l'université, dans l'armée) ;

- l'action anti-impérialiste (notamment Vietnam, Palestine) ;
- les luttes à l'université.

Elles ont décidé de se revoir très prochainement afin de préciser les possibilités d'action commune et afin de poursuivre le débat engagé.

A NOS ABONNES

Le présent numéro de Tribune Socialiste est daté du jour de Noël. Compte tenu des délais d'acheminement, il est peu probable qu'il parvienne aux abonnés avant les tout derniers jours du mois.

Dans ces conditions, Tribune ne paraîtra pas le jeudi 1^{er} janvier. Le prochain numéro (436) sera donc daté du 8 janvier 1970.

du nouveau pour votre équipement

duplication

Le procédé stencil fait de nouveaux progrès avec l'apparition du duplicateur Gestetner 466, qui permet à un opérateur même novice de tirer rapidement 10, 100, 1.000, 5.000 copies impeccables. Un graveur automatique de stencils élimine le recours à la frappe.

L'offset de bureau apporte à un nombre toujours croissant d'organismes et de services, le moyen moderne, rapide et sûr, de faire face à l'accélération des communications intérieures et extérieures.

Voulez-vous connaître en détail les nouveaux services que la duplication peut vous rendre ? Demandez à GESTETNER, sa documentation 854-71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - tél. 482-47-85.

Gestetner

365 jours de grève... et de bâton

Jacques Ferlus

Au soir du 31 décembre, dans ses vœux aux Français, Georges Pompidou ne dira pas que, tout au long des 365 jours qui viennent de s'écouler, il y a toujours eu au moins une grève quelque part. Jour après jour depuis un an, les travailleurs se battent. La paix sociale demeure à faire. Le bilan est loin d'être positif pour le pouvoir comme pour les travailleurs.

L'année qui s'achève est livrée aux historiens. Que pourront-ils en ressortir ? C'est toute la question.

Des conflits nombreux et peu classiques

Ils signaleront sûrement le phénomène des grèves dites « sauvages ». Effectivement les conflits de 1969 ne sont pas classiques. Ce sont des travailleurs de telle entreprise, de tel atelier, de telle catégorie de salariés qui se sont lancés dans la bataille. Et cela sans attendre les consignes, sans le moindre souci des stratégies des appareils syndicaux. Ces grèves marquent une évolution dans la forme du combat ouvrier même si nombre d'entre elles se sont terminées par un échec des travailleurs. Ces conflits longs, sérieux, violents, avec des revendications claires, populaires se sont souvent achevés dans la confusion la plus grande, on a repris le travail par-

fois sans avoir rien obtenu, parfois avec juste un peu de ce que l'on voulait. C'est encore une caractéristique de cette année. Les travailleurs qui ont participé à ces mouvements ont-ils encore l'enthousiasme nécessaire à la poursuite de la lutte ?

Il faut remarquer également que, au cours de cette année si importante au plan politique (départ du général, élections, dévaluation), les revendications se situent presque toutes au niveau de l'entreprise : les conditions de travail, les cadences, les grilles de salaires, le droit syndical, la répression. On n'a défilé qu'une seule fois en 69, au lendemain de Tilsitt et ça sentait un peu l'ancien combattant.

Une grande année de répression

Si un grand nombre de conflits n'ont pas abouti ou ont manqué d'efficacité, cela est dû, en grande partie, au développement de la répression du patronat et du pouvoir. Pourtant en janvier dernier on se gargarisait de la loi sur le droit syndical qui venait d'entrer en vigueur. On n'en a quand même pas moins battu tous les records de licenciements abusifs de délégués, de militants syndicaux, de grévistes. On n'a jamais autant usé du lock-out.

Toutefois c'est à Georges Pompidou et à Jacques Chaban-Delmas que revient le pompon de la répression. Au cours des dernières semaines, ils ont essayé de retourner le pays contre les travailleurs, ceux du secteur public particulièrement. Ils n'ont pas hésité à faire intervenir les forces de police ici ou là. Le pire est que finalement le pouvoir a pu faire croire qu'il avait raison. Les travailleurs ne sortent pas toujours grandis de ces affrontements.

A la recherche d'une stratégie

La volonté du pouvoir, il ne s'en cache pas, est de faire régner l'ordre. La volonté du mouvement ouvrier n'est pas de créer le désordre, mais de mener une lutte efficace. Peut-on parler d'efficacité pour 1969 ? C'est sûrement vrai pour quelques cas (Renault, Sol-lac, SNCF-Roulants, Manufrance), mais pour le reste c'est un autre problème. En fait le mouvement ouvrier est à la recherche d'une stratégie. Celle utilisée ces dernières semaines dans le secteur public était d'un classicisme et d'une ambiguïté qui la conduisaient forcément à l'échec. Pour ne pas perdre la face, quelques syndicats ont été conduits à accepter les fameux contrats de progrès. Et ils ont bien du mal à en faire connaître les « mérites » par la base.

La tactique des grèves au coup par coup, à la base, sauvages si on veut, est sûrement une piste intéressante dans la mesure où elle développe la démocratie. Mais il faudra la surmonter dans un objectif plus vaste et parvenir à des véritables coordinations, sous peine de laisser au pouvoir et au patronat la possibilité d'une réplique impitoyable et relativement facile.

En définitive 1969 se termine comme elle a commencé, dans l'incertitude, dans l'interrogation. C'est peut-être une année pour rien ? Deux grandes centrales syndicales, F.O. et la C.G.T., ont tenu congrès. Il n'en est rien sorti de nouveau, d'encourageant pour la lutte. C'est tout à la fois dommage et grave.

1969, c'est aussi, dans les entreprises, la fin de l'influence des révolutionnaires d'opérettes ; c'est heureux. C'est l'apparition, la prise de conscience, la revendication du contrôle ouvrier. Dans les entreprises naissent des sections ou des groupes PSU qui sont à l'origine de la prise de conscience, de l'action, de la revendication de milliers de travailleurs. Le renouveau du socialisme est entré dans les usines, il vient nourrir la réflexion des militants ouvriers et des syndicats. C'est encourageant. Puisse 1970 être la grande année des travailleurs. C'est souhaitable et en tout cas urgent. □

Vérification de l'horoscope 1969

C'est la coutume des fins d'année : on regarde un peu derrière soi, on fait le point. C'est bien naturel. 1969 a été une année sociale bien remplie. Il nous est venu l'idée de confronter ces douze mois de conflits avec les douze mois d'horoscope. Vous pourrez constater que Madame Irma est assez dans le coup, mieux vaut retenir toutefois la puissante combativité des travailleurs au cours de l'année qui s'achève.

Janvier-Capricorne

« Vous restez fidèles à votre idéal. Vous ne ferez aucune concession. »

Ce pronostic s'adresse aussi bien aux travailleurs qu'au patron de la CODER à Marseille (Métallurgie). On y licencie les délégués syndicaux, la répression patronale y est chaque jour plus forte. Pourtant les travailleurs continuent la lutte par de nombreux arrêts de travail.

Février-Verseau

« Vous agissez souvent par surprise au moment où une brusque inspiration vous saisit. »

Le 24 février éclate la première « grève sauvage ». 326 OS de Renault-Le Mans arrêtent le travail avec cette revendication : « Un même salaire pour tous sur une même chaîne ». Le conflit dure plusieurs semaines et 15.000 travailleurs de la région sont lock-outés.

Mars-Poisson

« La chance est avec vous, mais c'est une amie perfide qui peut joindre une déception à vos succès. »

● Les succès : La grève surprise des roulants SNCF du réseau Sud-Est. Massey-Fergusson à Lille où 2.300 sa-

lariés revendiquent des cadences de travail plus humaines, ils prennent d'assaut les bureaux de la direction.

● Les déceptions : Des « intérimaires musclés » interviennent pour faire cesser la grève chez Hachette. Le rendez-vous manqué de Tilsitt, malgré la grève générale du lendemain. Le congrès de Force Ouvrière.

Avril-Bélier

« Peut-être allez-vous faire un grand voyage ? »

Le voyage est pour « qui dont vous vous souvenez ». Les travailleurs préfèrent demeurer dans leurs usines. A Usinor-Dunkerque, les 233 travailleurs chargés des transports à travers l'usine, cessent le travail. Les conditions de travail et le réajustement de leurs salaires sont mis en avant. On cite ce conflit comme un nouvel exemple de « grève sauvage ».

Grève encore chez Saint-Frères à Amiens. Ils sont 2.000 à poursuivre leur mouvement durant 15 jours. Ils obtiennent la révision des grilles de salaires et l'exercice du droit syndical.

Des conflits plus ou moins importants éclatent çà et là : Merlin-Gérin à Grenoble (opposition à des licenciements pour fait syndical) ; CSF-St-Egrève (réduction d'horaires).

Mai-Taureau

« Vous avez beaucoup d'initiative, vous vous plaisez à la mettre en valeur. »

La preuve, une après l'autre les usines sidérurgiques de Lorraine se mettent en grève. Parmi elles, La Sollac qui mène un combat remarquable avec des répercussions sur la campagne électorale en cours ; Georges Pompidou ajoutera la mensualisation des salaires à son programme.

A l'usine OPELEM - Magnéto de Sceaux, 80 travailleurs, pour la première fois de leur vie, se mettent en grève pour huit semaines : on avait licencié un de leurs camarades suspect de syndicalisme. Quinze jours de grève également chez Citroën-Mulhouse, avec les salaires et la liberté syndicale comme revendications.

Juin-Gémeaux

« Bonne préparation d'examens. Début dans un emploi convenant bien. »

Ceci ne concerne que Georges Pompidou qui vient d'être élu Président de la République. Quelques milliers de travailleurs, quant à eux, souhaitent seulement pouvoir continuer dans leur emploi. Ce sont ceux des chantiers navals de Bordeaux dont la fermeture est acquise, ceux des remorqueurs du Havre. Il y a aussi ceux des transports en commun de Strasbourg. Depuis le mois de mars ils font grève un jour par semaine et les usagers ont créé un comité pour soutenir leur lutte. M. Chaban-Delmas oubliera de citer cet exemple quelques mois plus tard.

Septembre-Vierge

« Vous pourriez adopter un moyen plus ferme qui aurait pour but de mettre un terme à vos soucis familiaux. »

C'est précisément dans ce but que les roulants de la SNCF se mettent en grève pour huit jours. La France des travailleurs fait sa rentrée. Les agents de la RATP prennent le relais, mais leur mouvement, mal expliqué, produit un effet contraire à celui escompté.

Georges Séguy lance sa petite phrase et, contrairement aux prévisions de l'horoscope, cela lui crée bien des ennuis.

Octobre-Balance

« Fixez-vous un but, concentrez toute votre attention sur un sujet précis. »

C'est ce que font les travailleurs. Un peu partout des grèves éclatent. Quelques-unes méritent de figurer au palmarès. C'est le cas pour Stein-Industrie (Alsthom) à Roubaix : les ouvriers luttent contre la réduction du temps de travail. Chez Hutchinson Montargis, 3.000 ouvriers refusent 360 licenciements. 300 grévistes occupent l'usine ; autant de CRS viennent les déloger. Chacun le sien.

Novembre-Scorpion

« Point de départ d'initiatives profitables dans la mesure où vous saurez stimuler la confiance et justifier vos bonnes intentions. »

Les agents de l'EDF n'ont sûrement pas pris connaissance de cette prévision. Par contre le congrès de la CGT ne manque pas de manifester ses bonnes intentions.

Ailleurs, c'est plus sérieux : au PMU, chez Alsthom Tarbes (2.000 grévistes), à Saint-Etienne chez Manufrance et à la CEMSE on se bat pour les salaires et le droit syndical. Cinq travailleurs de Saclay déclarent : « Nous refusons d'être les complices d'une société hypocrite et lâche qui fait toujours payer ceux qui peuvent le moins se défendre ». Ils entament une grève de la faim qui durera 19 jours. Et l'ensemble des travailleurs du CEA fait découvrir l'ampleur du drame de la recherche dans le pays.

Chez Peugeot-Sochaux 146 peintres obligent la direction à lock-outer 18.000 travailleurs. Mais on ne parle plus de grève sauvage.

Avec quelques autres petits conflits en décembre l'année se termine.

Alsthom : une stratégie

Trois semaines de lutte, une grève dure, une solidarité morale et matérielle quasi totale des travailleurs des Hautes-Pyrénées, et pourtant un échec, tout au moins apparent. Telles sont les caractéristiques du conflit qui vient d'opposer les travailleurs de l'Alsthom à leur direction. Celle-ci, consciente de la puissance du trust dont elle fait partie, a tenu bon, n'a rien accordé, et a même vu le rapport des forces évoluer en sa faveur au fur et à mesure que le conflit durait. Lorsque les ouvriers ont décidé la reprise du travail, le patronat savait qu'il avait gagné la première manche.

Le bilan, que nous souhaitons provisoire, (la Direction pouvant peut-être faire un geste en ce qui concerne la prime de fin d'année) est maigre, impitoyable, révoltant, humiliant même pour la classe ouvrière.

Qu'on en juge :

- le rattrapage de 4% des salaires avec Belfort leur est refusé ;
- la Direction reste intraitable sur les licenciements des huit responsables syndicaux ;
- elle refuse aussi de payer immédiatement la prime de fin d'année. Tout au plus cette prime pourrait être payée à Pâques 70, à condition que les travailleurs rattrapent 90 heures de grève par 10 samedis consécutifs de travail ;
- pour ce qui est des promotions semestrielles, il pourrait en être question si le travail redevient normal et si l'agitation est interrompue.

Si l'on ajoute :

- le verdict du Directeur de la main-d'œuvre et du travail qui à propos des huit licenciements des délégués ouvriers a renvoyé dos à dos les deux parties (quatre avis défavorables, quatre avis favorables) ;
- le renforcement de la répression dans les ateliers (déplace-

ments suspectés, rigueur accentuée des cadences, travail de plus en plus inhumain) ; on comprend que le découragement ait pu gagner parfois les travailleurs et qu'ils puissent s'interroger sur l'opportunité de ce type de lutte.

L'heure de la réflexion

Nous ne sommes pas au P.S.U. de ceux qui croient à l'inutilité du conflit de l'Alsthom, car c'est à partir de l'expérience que le mouvement ouvrier progresse. Des combats comme celui que nous venons de connaître à Tarbes, il y en aura encore. Chez Bréguet, à Bayonne, la lutte a aussi duré un mois sans que les travailleurs obtiennent le moindre résultat conséquent. Les exemples sont nombreux en France et ailleurs.

Pourtant il faut avoir le courage de réfléchir aux causes de l'échec afin d'en tirer des conclusions pour l'orientation de la lutte.

Deux raisons essentielles nous portent à penser que le combat de l'Alsthom est à refaire :

- l'isolement de la lutte au sein du trust ;
- l'absence de stratégie globale des directions ouvrières.

Une lutte coordonnée

Même au risque de déplaire, force nous est de constater et de dire que la stratégie actuelle de la classe ouvrière en matière de luttes sociales est parfois inadaptée face à l'organisation du capitalisme, à l'évolution de notre économie et plus particulièrement à la mouvance des centres de décision.

Chez Alsthom comme chez Bréguet, ce n'est pas la combativité ouvrière qui a fait défaut. Bien au contraire, elle a été exemplaire. Les raisons de l'affaiblissement il faut les chercher d'abord dans

l'isolement du conflit à l'intérieur du trust.

Les travailleurs n'ont plus face à eux le capitalisme du XIX^e siècle où le pouvoir était incarné par un « patron » bien circonscrit, où l'usine formait un tout au point de vue de la production et des capitaux. De nos jours, la dépendance entre les productions et les capitaux des usines d'un même trust se situe à l'échelle européenne, voire mondiale. Le jeu des groupes financiers est très compliqué et l'on sait par exemple que l'Alsthom est étroitement liée à la Compagnie Générale d'Electricité avec qui elle a créé en 1964 trois filiales (Alsthom-Savoisienne, Delle-Alsthom, Unilec). Ayant pris le contrôle de Neyrpic, Alsthom prolonge son activité dans le domaine de l'équipement hydro-électrique et de la grosse chaudronnerie. On voit ainsi que par le jeu des concentrations, près de cent mille travailleurs ont leurs intérêts étroitement liés.

Pour être efficaces, les organisations doivent forcément tenir compte de ces réalités. Un mouvement revendicatif pour réussir doit aujourd'hui viser à paralyser l'ensemble du trust qui à cause de sa puissance « encaisse » facilement les conflits isolés. Bien sûr, l'arrêt de telle ou telle production perturbe sa marche mais elle n'altère pas sérieusement la puissance économique du capitalisme, sauf, ce qui est rare, quand le mouvement affecte une position clé comme chez les pistoleurs de Peugeot.

Dans le conflit qui nous occupe, le P.S.U. estime que la lutte aurait dû être portée au niveau le plus haut dans toutes les usines du trust, à Roubaix, à Massy, à Belfort, à Grenoble, etc., et même à la C.G.E.

Evidemment cette stratégie pose des problèmes organisationnels mais aussi et surtout le problème du niveau de conscience des tra-

vailleurs. Nous pensons que c'est en posant les problèmes au fond que nous contribuerons à l'élever.

Une stratégie globale

En outre ce conflit pose le problème de la stratégie globale des forces ouvrières.

Il est erroné et finalement malhonnête de dissocier l'action syndicale de l'action politique. Pourquoi ne pas dire clairement aux travailleurs que toute revendication, qu'elle soit quantitative ou qualitative, ne prend de la valeur et de la force que si elle s'inscrit dans une perspective globale de renversement du capitalisme ? Pourquoi ne pas leur avouer que les luttes sociales sont des luttes politiques ?

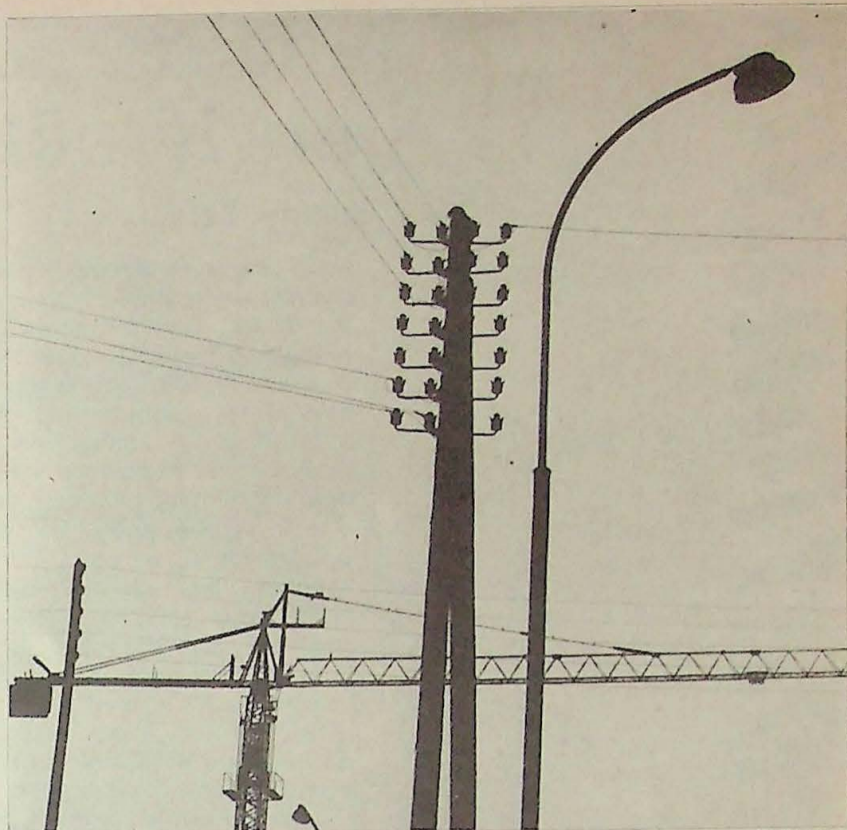
La tâche des militants socialistes est claire :

- faire prendre conscience au monde ouvrier de la nécessité de renverser par une phase révolutionnaire la société bourgeoise et capitaliste ;
- mettre en évidence l'urgent besoin de l'internationalisation du combat. Sur ce point, face à la solidarité des exploités, il convient de prendre rapidement des initiatives internationalistes entre les militants engagés dans le combat d'entreprise.

Cette stratégie que les groupes d'entreprise du P.S.U. défendent au travers des luttes quotidiennes recueillera à terme l'adhésion des travailleurs qui, au fur et à mesure que le rapport des forces évoluera en leur faveur, découvriront les formes d'organisation indispensables à la coordination des luttes.

Telle est la leçon que nous tirons au P.S.U. des premiers résultats du conflit d'Alsthom qui ne fait que commencer. □

● Ce texte a été rédigé par la Commission Exécutive Fédérale des Hautes-Pyrénées du Parti Socialiste Unifié.



Collombert

Pleins pouvoirs à l'extrême - droite en Israël

Henry Beley

Un gouvernement d'extrême droite — appelé selon l'usage « cabinet d'union nationale » — présidera désormais aux destinées d'Israël. Tandis que les socialistes du MAPAM voient leur dévouement à la réaction récompensé par la perte de quatre portefeuilles ministériels (ils n'ont plus que deux portefeuilles sans portefeuille), les pires ultra-nationalistes entrent en force, occupant les postes clés. Menahem Begin, ancien chef de l'Irgoun, partisan du « Grand Israël » (c'est-à-dire notamment de l'annexion de la Jordanie...), aura désormais six représentants au lieu de deux. Le parti national religieux en aura trois. Le général Dayan voit son pouvoir confirmé par l'entrée de son ami Shimon Pérès, artisan de l'expédition de Suez (1956), qui se voit chargé d'administrer les territoires occupés...

Que fera un tel gouvernement ? Il appliquera **ouvertement** la politique suivie depuis deux ans, à savoir la « **création de faits accomplis dans les territoires occupés** » (Dayan). La création de colonies de peuplement est **officiellement encouragée**, tant en Cisjordanie qu'à Jérusalem, où des milliers de logements sont déjà prêts à accueillir les nouveaux habitants. En d'autres termes, Israël procède, avec la plus grande franchise, à une **annexion de fait**.

Un dénouement logique

« Depuis le retour à Sion, il y a cent ans, un double processus est engagé : la colonisation et l'expansion des frontières (...). Nous n'avons pas encore atteint le terme de la route que nous avons empruntée... »

Ces propos du général Dayan (5 juillet 1968) démentent formellement la thèse selon laquelle l'expansion territoriale accompagnée d'une colonisation de peuplement est à mettre au compte de « circonstances extérieures » dont Israël ne serait pas responsable. Depuis Herzl, fondateur du sionisme, tous les dirigeants sionistes n'ont cessé de mettre l'accent sur le « double processus » dont parle Dayan. Pour se limiter à l'histoire contemporaine, rappelons que le programme de l'Organisation sioniste préconisait, le 3 mai 1943, « un État juif souverain englobant la Palestine et probablement la Transjordanie ». L'histoire d'Israël, depuis sa création, n'est que la mise en application de ce programme. « Sans l'entrée en guerre des armées arabes, le 15 mai 1948, nous aurions conquis la Palestine tout entière », déclarait Yigal Alon, vice-président du Conseil. Cette perspective, qui ne put être alors réalisée que partiellement, demeura le souci constant des di-

rigéants sionistes. Prenant la parole en 1950 devant les étudiants de l'université hébraïque, Ben Gourion affirma : « Ceci n'est pas la vraie carte d'Israël. Vous devez lutter ardemment, par la conquête et la diplomatie, pour rétablir l'empire d'Israël qui doit couvrir l'ensemble des territoires allant du Nil à l'Euphrate. » Sollicité quelques années après à la tête du gouvernement, Ben Gourion posa ses conditions : « J'accepte de former le cabinet, à condition d'employer toutes nos possibilités pour une expansion vers le sud. » Et après la victoire du Sinaï, il proclama (7 novembre 1956) : « Nous avons créé le troisième royaume d'Israël ! »

« Vers un Israël plus grand, plus fort, plus juif ! » (Dayan)

L'expansionnisme israélien est la conséquence directe de l'idéologie sioniste dont le but affirmé (et institutionnalisé par la loi dite « du retour ») est de faire immigrer tous les Juifs du monde en Israël,

Abba Eban, le 14 août 1967, « Israël n'a nulle envie de perdre la position acquise par la victoire et de ce fait gardera les territoires occupés ». Mais comment les garder ? Pour Golda Meïr, le moyen est simple : « La sécurité et le développement de l'État d'Israël nécessitent l'implantation de nouveaux kibboutzim dans les territoires arabes occupés. Ces kibboutzim devront être créés le plus tôt possible, au sud, au nord et à l'ouest. » L'actuel gouvernement y procédera massivement, et les volontaires ne manqueront pas. En effet, remarque Dayan : « Les vieux idéaux socialistes n'ont tout simplement rien à voir avec le genre d'hommes qui vit en Israël. » Golda Meïr est du même avis : « Je ne veux pas d'un peuple juif doux, libéral, anticolonialiste et antimilitariste. Ce serait alors un peuple mort », disait-elle en avril dernier.

Tous les moyens seront alors employés pour fabriquer un peuple dur, anti-libéral, colonialiste et militariste, qui pourra applaudir Dayan lorsque celui-ci déclare (20 octobre 1969) : « Notre lutte



A.F.P.

Jérusalem : Contre la terreur officielle.

donc de leur offrir un territoire aussi vaste et dépeuplé que possible. D'où l'expulsion des Arabes palestiniens en 1948 et en 1967, car — dit Dayan — « que ce soit moral ou non, il n'y a physiquement plus de place pour eux. » En contrepartie chaque nouvelle expansion implique un peuplement accru. C'est pourquoi Lévi Eshkol parlait, le 28 octobre 1968, de « la nécessité dans la région où nous n'existons pas aujourd'hui, mais qui porte des noms bibliques, de doubler notre nombre avant la fin du siècle ». C'est pourquoi Ben Gourion déclarait, le 7 mai 1969, avant sa tournée en Afrique du Sud : « Une seule réponse aux dangers terribles qu'Israël court actuellement, c'est l'immigration de Juifs en Israël. » Car, affirmait

continue pour un Israël plus grand, plus fort, et plus juif » — paroles qui rappellent étrangement un passé européen récent... Comment s'étonner alors si « l'influence de l'ambiance militaire est considérable dans la vie quotidienne depuis le jargon militaire, qui est entré de plein droit dans le langage populaire (...), jusqu'aux déguisements de paras et d'officiers tellement aimés par les enfants pour la fête de Pourim. » (Amnon Kapeliouk, « le Monde diplomatique », juillet 1969) ? Les Juifs d'Israël ne sont pas taillés d'un autre bois que le reste de l'humanité : soumis à une propagande intensive, ils sombrent — comme l'ont fait des dizaines de peuples auparavant — dans le même fanatisme. □

L'utilisation bourgeoise d'un attentat

Pierre Gautier



Collombert

« A qui le crime profite-t-il ? » Ce vieil adage des criminalistes remonte invinciblement à la mémoire quand on étudie les réactions bourgeoises après les attentats de Milan et de Rome. Certes, il est encore très difficile de démêler les tenants et les aboutissants de cette série d'explosions à la bombe, mais on ne peut manquer d'être frappé par l'attitude de la police et de la presse. L'enquête policière s'est immédiatement dirigée vers l'extrême gauche. Les arrestations, les gardes à vue, les perquisitions se sont multipliées parmi les membres d'organisations (trotskystes, maïostes, etc.) qui ont toujours répudié le terrorisme et n'ont jamais fait mystère de leur méfiance pour les actes isolés qui s'attaquent aveuglément à n'importe qui. Qui plus est, les méthodes d'enquête dans les milieux anarchistes apparaissent singulières. L'anarchiste Pinelli, surveillé par cinq policiers, « se suicide » opportunément pour aiguiller les policiers sur la bonne voie (vers le groupe du 22 mars qui semble dirigé par un provocateur patenté). Disons-le franchement, nous ne faisons pas plus confiance à la police italienne pour éclaircir l'affaire qu'à

la police de Dallas (Texas) et au F.B.I. pour nous dévoiler enfin les circonstances exactes de l'assassinat de J.-F. Kennedy.

La presse, de son côté, s'est empressée de dénoncer les responsabilités du mouvement ouvrier. De façon grossière, des organes comme *Il Tempo*, *la Nazione* ont mis en question « le communisme totalitaire sous toutes ses formes ». De façon plus subtile, *la Stampa* et *le Corriere della Sera*, proches de la grande industrie du Nord ont incriminé « le climat de violence » (les grèves, les manifestations de rue) dans lequel vit l'Italie depuis bientôt deux ans. D'ailleurs, un procès récent contre le directeur de l'hebdomadaire « gauchiste » *Potere Operaio*, le professeur de lycée Francesco Tolin, avait essayé de préparer les esprits à une véritable offensive anti-ouvrière. Le 1^{er} décembre, Francesco Tolin était condamné à 17 mois de prison pour « apologie du crime » et « instigation à la subversion » sur la base d'articles appelant à l'autodéfense ouvrière, car, selon le procureur, ces articles fomentaient le désordre et créaient sur le territoire national un climat ré-

volutionnaire. Quelques temps après l'attentat, les plus hautes autorités ecclésiastiques, le pape Paul VI et l'archevêque de Milan, ont à leur tour jugé bon d'apporter leur contribution à cette campagne, en dénonçant aussi le climat de violence et en lançant des appels au calme.

Jusqu'à présent, toutes ces attaques contre le mouvement ouvrier ont eu peu d'effets. L'immense majorité de la classe ouvrière italienne ne s'est pas laissée détourner de ses objectifs de lutte et ne s'est pas laissé intimider par ces condamnations hypocrites de la violence en général qui cachent une défense forcenée de la violence permanente de l'ordre établi. Pourtant, l'attitude des organisations dominantes du mouvement ouvrier italien ne laisse pas d'être préoccupante. Ne parlons pas du P.S.I. qui ne songe guère qu'à réintégrer le plus tôt possible le gouvernement et se garde bien d'attaquer le gouvernement démocrate chrétien de Mariano Rumor. Mais il faut s'arrêter à l'attitude du P.C.I. On peut sans doute lui savoir gré de ne pas avoir emboîté le pas à la campagne contre la nouvelle extrême-

gauche et d'avoir ouvert ces derniers jours les colonnes de *l'Unità* aux démentis des anarchistes contre les allégations policières. Il reste que lui aussi s'est joint au concert des laudateurs de l'ordre républicain, de la constitution italienne, du parlementarisme sans vouloir se rendre compte que de cette façon il apportait de l'eau au moulin des partisans de l'ordre et de la légalité bourgeois. On s'aperçoit ainsi que la « radiation » récente (un euphémisme pour dire l'exclusion) des animateurs de la revue *Il Manifesto* qui, eux, essayent de définir une stratégie révolutionnaire, n'était pas un acte isolé. Le groupe dirigeant du P.C.I. se montre en définitive plus préoccupé de préparer son entrée dans la majorité gouvernementale que de fournir au mouvement ouvrier italien l'encadrement et les perspectives politiques qui lui ouvriraient de nouvelles possibilités d'offensive. En Italie comme en France, le problème du renouvellement du mouvement ouvrier est à l'ordre du jour au même titre qu'une vigilance accrue contre les manœuvres provocatrices d'une bourgeoisie qui n'est pas à un crime près pour défendre sa prédominance. □

WIE

culturelle



Les espions sont parmi nous

Michèle Descolonges

Il existe pour les enfants des livres érotiques : ce sont les contes de fées ou les contes sans fées. On y torture avec raffinement et chaque détail et chaque situation sont des symboles, depuis le long sommeil jusqu'à la rémission de la chèvre de M. Seguin, au petit jour.

Les adultes n'ont plus besoin de se payer de mots. Les mêmes thèmes reviennent, mais en plus achevés, faits pour déclencher des réactions immédiates et possibles.

Mais il existe pour les adultes deux littératures : une noble et une qui ne l'est pas. La littérature de « second ordre » ne s'embarrasse pas d'enjolivures ou de subtilités psychologiques, elle veut être l'expression brutale et immédiate des faits. Le meilleur exemple en est le roman d'espionnage.

Le marché du roman d'espionnage est important et régulier. Il y a des lecteurs occasionnels mais dans l'ensemble les clients sont des habitués, et en consomment de un par semaine à trois par jour. Une

des collections les plus florissantes est le « Fleuve noir » qui diffuse les aventures de héros devenus familiers : Calone, Suzuki, Gunther dit Face d'ange, tous agents de la C.I.A. (Central Intelligence Agency).

Ce sont des genres éprouvés, composés toujours des mêmes ingrédients avec le même dosage. Seul le prétexte apparent de l'histoire les différencie.

Cohn-Bendit en effigie

Écrits en peu de temps les romans d'espionnage suivent toujours l'actualité. Il arrive encore que les espions ennemis soient des soviétiques, mais en règle générale ils sont devenus Albanais ou Chinois, tandis que les agents soviétiques et américains se liguent pour les anéantir.

Le Moyen-Orient est maintenant devenu à la mode. Tout est évoqué, des pendus de Bagdad aux résistants palestiniens qui déroutent un avion.

Ce qui caractérise les « analyses » politiques c'est la technique de l'amalgame. Au Moyen-Orient, pour les romans d'espionnage, ce ne sont pas des luttes de libération qui sont menées, mais des luttes entre Juifs et Arabes, chacune des deux races ayant d'ailleurs ses caractéristiques. On voit même dans un de ces romans la foule entourer un espion, à Bagdad, avec des intentions meurtrières. Il s'en sort en brandissant une photo de Hitler.

Amalgame encore dans un roman d'espionnage qui a pour lieu d'action l'Espagne. Là les anarchistes espagnols se font manœuvrer par le réseau d'espionnage soviétique. Bakounine, Cohn-Bendit, la Fédération anarchiste ibérique copinent — les derniers s'inspirant des premiers — par un habile jeu de notes : on parle des anarchistes, un renvoi en bas de page indique les filiations. Cela donne un aspect technique qui ne permet pas le doute quant aux informations, et permet par contre des jugements péremptaires. Par exemple : « Il existe deux catégories d'anarchistes :

les doux rêveurs et les sociaux dangereux. Casona faisait partie de cette dernière catégorie : il était de ceux qui sont toujours prêts à faire sauter l'univers pour assouvir leur haine de l'humanité. Une sorte de rage meurtrière les habite, qu'ils cachent derrière leurs utopies et leurs grands mots ».

Des hommes virils

Un certain nombre de catégories sociales et politiques en prennent ainsi pour leur grade. Les intellectuels sont, au passage, de « petits universitaires à lunettes », et quand ils se lancent dans l'action c'est en raison de leur dégénérescence sexuelle ; ils se réclament de Marcuse, écrivent des articles sur la libération sexuelle, en fait ils sont quasiment impuissants, ou homosexuels.

Car la virilité est un signe distinctif des agents spéciaux. C'est aussi ce qui les différencie des agents métèques. Ces derniers abusent des femmes, vont jusqu'au viol, les torturent avec sadisme, les caressent. Mais les agents spéciaux, eux, les conquièrent. D'abord, ils sont grands, carrés, beaux : « Il considéra le visage étonnamment lisse et calme de Gunther, ses cheveux blonds et ses étranges yeux d'un bleu pâle, presque gris, des yeux étonnamment froids qui donnaient une impression minérale. Il se demanda l'âge que pouvait bien avoir Gunther. Il donnait une incroyable impression de jeunesse et de minceur. Ses mains longues et fines, étaient des mains de très jeune homme. Mais ce qui surprenait le plus Connolly, c'était cette impression de maîtrise de soi, de relaxation parfaite que donnait chaque geste de Gunther. Un peu l'impression que procurent les chats quand ils sont au repos. »

Ils sont bien habillés. On a droit à plusieurs pages de séance chez le tailleur. Les vêtements sont même décrits avec minutie, cela permet de lancer la mode masculine.

Importance du vêtement aussi pour les femmes, surtout quand il est mini, transparent. Les chaînes — autour du cou et de la taille — ont aussi leur importance, ainsi que les bottes et en particulier les cuissardes.

Des femmes pures

Les femmes espionnes sont nombreuses, mais ce sont toujours les hommes qui gagnent. Les femmes viriles font des erreurs, qu'un homme n'aurait pas faites, les autres se laissent avoir par les sentiments : « Une fois qu'elle avait malmené son amant, Léonora devenait une maîtresse très tendre et, au fond, très docile. Et Fred, la partie achevée, redevenait l'homme, celui qui pense et décide pour deux. »

La « différence irréductible des sexes » donne droit à des analyses surprenantes : « Car la différence irréductible des sexes apparaissait alors d'une manière d'autant plus éclatante qu'elle n'était plus dans l'apparence mais, en quelque sorte, dans l'essence ».

La notion de la pureté a évolué en quelques générations et la femme pure est maintenant celle qui, en définitive, a besoin d'être protégée.

Dans les romans d'espionnage la volonté de domination est primordiale : une société d'hommes ne s'embarrasse pas de sentiments inutiles. Il arrive que le héros ait quelques scrupules, il est dur mais avec noblesse, et toujours un cynique lui sert de repoussoir : « — Brave gosse ! dit Bassowich. Elle prend de drôles de risques dans cette affaire. « La Girafe » la ferait écorcher vive, si elle la surprenait. Ou bien, elle la ferait expédier dans un de ces bordels du Soudan d'où pas une fille ne revient... »

« Gunther ne répondit pas. Il éprouvait sans raison apparente, l'envie de dire des choses désagréables à Bassowich qui, vauté sur ses coussins, se bourrait de loukoums en buvant son thé à la menthe ».

L'obscurantisme

Car en définitive les analyses politiques ne sont que l'aspect superficiel des romans d'espionnage. Mélangeant l'érotisme et l'aventure sadique, ou masochiste, les descriptions sont faites pour déclencher les réactions irraisonnées de peur et de violence morbide. Tout roman d'espionnage comporte un viol, une séance de torture et une mort, ou tentative, par asphyxie, strangulation, enterrement, ou noyade — c'est-à-dire des morts lentes qui prêtent à description complaisante.

Alors que la littérature érotique « noble » prend souvent une allure de jeu intellectuel, la littérature parallèle qu'est le roman d'espionnage est un reflet cruel et primaire. Il habitue le lecteur à des relations de dominateur et de dominé, à des réactions de violence immédiate, et le met dans un état de peur et de défense.

L'aspect : « Nous connaissons les grandes puissances et les grandes idéologies qui régissent le monde », qui est celui des romans d'espionnage n'est qu'un leurre. Les romans d'espionnage sont tout le contraire d'une connaissance.

Si les romans d'espionnage sont une littérature redoutable ce n'est pas en vertu des « analyses » politiques ou de la morale qu'ils diffusent, mais parce qu'ils font appel à l'obscurantisme, à la bêtise, à la force « animale », à tout ce qui est contraire à la raison et à la volonté révolutionnaire de vivre. □



Réforme et révolution

Jean-Yves Romo

« Le Socialisme difficile » et « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » sont deux livres d'André Gorz dont les aspects positifs ont déjà été expliqués dans « Tribune Socialiste ». lors de leur parution (1963 et 1967). Ils viennent d'être réédités pour partie, avec une très longue préface. Cette préface et la relecture des livres méritent attention.

Dans toutes les réunions publiques nos camarades ont à répondre aux questions suivantes : Comment construire un parti révolutionnaire ? Quelle stratégie défendre dans les organisations de masse ? Quels sont les rapports parti-syndicats ? Quelle société socialiste entendons-nous construire ? Quelle est la vraie nature de notre débat avec le parti communiste français ?

A toutes ces questions André Gorz apporte des éléments de réponse. Les questions posées par André Gorz en 1963 dans « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme » avaient paru suspectes d'avant-gardisme, face à des stratégies syndicales et politiques héritées du passé. Mai 1968 en a montré toute la signification. Pour André Gorz il s'agissait de « montrer que le développement capitaliste, tout en cherchant à modeler les besoins conscients des classes travailleuses, a fait naître des besoins nouveaux et des exigences nouvelles, potentiellement révolutionnaires. Ces nouvelles exigences tardent à produire un nouveau radicalisme parce qu'elles ne se reconnaissent pas dans les méthodes et dans les objectifs traditionnels de la lutte syndicale et politique. »

Il apparaît que Mai a révélé l'urgence de ce nouveau radicalisme, c'est-à-dire de nouvelles méthodes et de nouveaux objectifs. Pour cela il est nécessaire de partir des besoins. Pour rompre la répression sociale des besoins et exigences incompatibles avec l'ordre établi, la lutte idéologique est fondamentale. Après avoir démontré la nature de ces besoins, André Gorz explique comment ils entrent en conflit avec le capitalisme et s'incarnent dans une volonté de lutte pour le pouvoir. L'instrument de cette lutte c'est le parti révolutionnaire. Il nous rappelle les conditions dans lesquelles ces deux thèmes de « prise de pouvoir » et « parti révolutionnaire » s'imposent : « Poser la question du pouvoir c'est d'abord se demander ce qu'il convient de faire pour que la question du pouvoir se pose dans les faits. » Toute autre démarche relève

d'une conception volontariste ou bureaucratique du changement et tend à transformer et à réformer la société d'en haut. »

La conquête du pouvoir commence à la base

La démarche implicite du livre est à l'inverse de la démarche habituelle : « Il donne la priorité aux actions dans le prolongement desquelles la question du pouvoir politique, du parti et de l'Etat peut revêtir un sens libérateur : ce sont des actions tendant à conquérir des pouvoirs ouvriers directs et autonomes, seules bases possibles pour la conquête du pouvoir central. » Seule la construction de ces pouvoirs d'en bas peut contester la nature de l'Etat bourgeois, bureaucratique et centralisé, et empêcher que l'Etat ouvrier soit finalement bureaucratique et centralisé aussi.

La première démarche pour construire un mouvement révolutionnaire c'est d'aider les travailleurs à soumettre à leur pouvoir collectif ce qui peut être directement contrôlé par eux. Les conditions de travail dans les entreprises, c'est le premier objectif de la campagne du P.S.U. pour le contrôle ouvrier... La nécessité de cet objectif apparaît clairement en cet hiver 1969, tandis que la pression du pouvoir et ses tentatives d'intégration des luttes syndicales s'accroissent (contrat de progrès, nouvelle société).

Ces luttes à la base ne sont pas les plus faciles. Elles ont commencé en Mai 1968 et ont connu les limites de la spontanéité; Mai 1968 en effet a révélé ce principe fondamental : « Une classe ouvrière maîtresse des centres de production et victorieuse sur le terrain sera vaincue sur le plan politique et de nouveau aculée à la défensive si le pouvoir direct momentanément conquis n'est pas relayé par l'offensive politique d'un parti révolutionnaire implanté dans le mouvement de masse. » Ce parti révolutionnaire qui ne peut être un état-major contrôlant le mouvement d'en haut a manqué en Mai 1968. Le mouvement de Mai a été révolutionnaire en ce sens qu'il s'est nourri du refus radical et global de l'ordre social existant. « Le caractère anarchisant, inorganisé et gauchisant que le P.C.F. et la C.G.T. n'ont cessé de lui reprocher était en réalité l'envers de la totale carence politique des organisations se réclamant de la classe ouvrière. » Ce jugement de Gorz définit bien la na-

ture du mouvement de Mai et son incapacité à se définir globalement sur des objectifs communs en dehors des velléités électorales du P.C.F. ou de la S.F.I.O.

La crise de Mai a ainsi posé la question de la révolution en Occident.

L'actualité de la révolution et les fonctions du parti révolutionnaire

André Gorz s'efforce, à partir de l'échec des stratégies traditionnelles (dans « Stratégie ouvrière et néo-capitalisme ») et des déviations stalinienne (dans « le Socialisme difficile »), de définir la constitution et le rôle d'un parti révolutionnaire. Cet axe de réflexion devenu le souci permanent du P.S.U. amène Gorz aux conclusions suivantes :

La fonction politique du parlement est périmée. Sa fonction essentielle qui était de concilier les intérêts disparates des différents secteurs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie cède la place à une nouvelle politique de la bourgeoisie : « Abolir l'Etat en tant qu'organe de médiation politique et le confisquer en tant qu'organe d'administration et de gestion directes de l'économie. » Le seul Etat capitaliste viable est donc l'Etat fort substituant au débat politique la concertation avec les organisations socio-professionnelles. C'est à la construction de ce type d'Etat que visent toutes les propositions Giscard-Chaban-Pompidou récemment faites.

La haute bourgeoisie n'a pas trouvé de base sociale lui permettant de la mettre en œuvre. Or la politique de rationalisation monopoliste ne peut réussir en l'absence d'un « bloc moderniste de réformes capitalistes ». Ce bloc doit être construit dans deux directions : le patronat industriel et les syndicats ouvriers.

Si le petit patronat réagit mal à cette volonté de rationalisation, il va de soi que la classe ouvrière n'y est également pas prête. Le bradage du secteur public au nom de la rationalisation est violemment combattu à la base des syndicats. C'est donc « face au défaitisme conservateur de la bourgeoisie française qui se vend à l'impérialisme américain » que le mouvement ouvrier doit se situer. Pour cela il ne peut selon Gorz se structurer autour du projet d'une démocratie « avancée » ouvrant la voix au socialisme.

« La révolution ne se prépare ni par l'addition dans l'urne de suffrages disparates, ni par l'union sur un programme minimum de toutes les couches non monopolistes. Elle se prépare par la construction d'un bloc anticapitaliste, par la lutte de masse pour des réformes qui amorcent le processus révolutionnaire, par la définition d'une « alternative » socialiste à la politique de rationalisation monopoliste et au type de société qu'elle exige. » Il est bon qu'André Gorz nous rappelle ce principe alors que justement le P.C.F. s'enferme dans une politique de bloc avec les débris de la S.F.I.O. Il est bon qu'il donne cette définition d'une stratégie révolutionnaire au moment où le P.S.U. développe des campagnes pour le contrôle ouvrier, contre l'impérialisme et contre la manmise du capitalisme sur le cadre de vie et refuse les accords de sommet sans signification.

André Gorz assigne au parti révolutionnaire diverses fonctions : analyse et recherche théoriques, synthèse idéologique, éducation et direction politiques, prise du pouvoir et transformation de l'Etat.

La lecture d'André Gorz est à ce titre un outil de travail indispensable aux militants du P.S.U.

MICHEL ROCARD



le PSU et l'avenir socialiste de la France

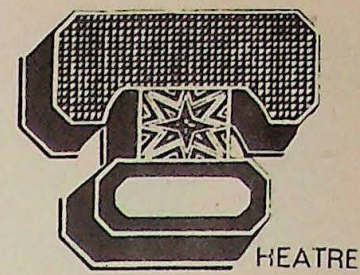
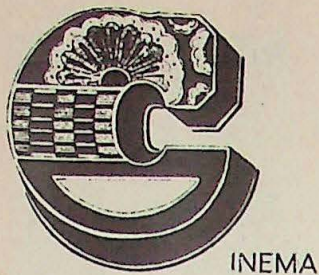


- Histoire d'un parti
- Michel Rocard parle
- Les 17 thèses du P.S.U.

SEUIL

● Prix du volume 4 F au lieu de 4,50 F pour toute commande supérieure à dix volumes.

● Commandes à « Tribune Socialiste », 54, bd Caribaldi, Paris-15^e C.C.P. 58 26 65 Paris.



Un homme qui me plait

Michèle Descolonges

Ça, c'est sûr : Belmondo, il est sympa. C'est sûrement un vrai copain, quoi ! Il rit avec nous quand il fait une blague au garçon de café. Et il se moque des flics. Il roule dans une grosse voiture, c'est important les grosses voitures pour M. Lelouch, et il raconte une histoire d'Indiens à Annie Girardot. Alors, il fait une course entre la grosse voiture et les Indiens et quand les flics arrêtent la grosse voiture, Belmondo, il leur dit : « C'est à cause des Indiens. » Alors les flics, ils le font souffler dans l'alcool-test. Qu'est-ce qu'on rit !

Mais il faut dire que tout ça, ça se passe en Amérique. La Grande Amérique quoi ! Je ne suis jamais allée en Amérique, mais M. Lelouch doit avoir raison, car dans son film, j'ai vu tout ce que j'avais déjà vu au cinéma : il y a des nègres qui balayaient les rues et cirent les

chaussures, plein de téléphones partout, des dames respectables en chapeau à fleurs qui caquettent, un metteur en scène vaguement hippie ; d'ailleurs, le monsieur assis derrière moi au cinéma lui a trouvé un air sémitique ; et Las Vegas, c'est la villes des machines à sous et des cabarets ; et puis l'Amérique, c'est les grandes étendues, les grands lacs.

J'ai vu tout ça et c'était joli. Le cinéma ça fait de belles choses, avec les travellings, et la caméra qui tourne autour de la grosse voiture, et après c'est la grosse voiture qui tourne devant une autre grosse voiture, et il y a plein d'éclats partout : le soleil, la lumière.

Remarquez, M. Lelouch, il a conscience de ce qu'il fait, il nous le dit : c'est un film commercial, alors je vais vous faire voir ce que c'est qu'un film commercial, on met des gens

beaux (Bébel, il est pas tellement beau, mais il est tellement chouette) qui ont beaucoup d'argent, et puis ils font l'amour et ils se prennent au jeu. Flûte, ça devient sérieux, d'autant plus qu'ils sont tous les deux mariés et qu'ils ont tous les deux un enfant. Et puis, hein, vous le savez bien, les hommes ce sont des lâches, tandis que les femmes, elles ont toujours peur, mais ce sont les plus courageuses, elles vont jusqu'au bout, si on considère que quitter un homme pour un autre, c'est aller jusqu'au bout, évidemment.

(Un seul piège : Annie Girardot est très belle et ressemble à un oiseau blessé.)

M. Lelouch, c'est un vrai père Noël, il nous apporte son film juste à l'heure : c'est l'hiver et c'est les fêtes, alors, on va aller se réchauffer le corps et le cœur pour 11 F.

Vieux jeu ou jeu truqué ?

La Maison de la Culture d'Amiens a organisé une série de manifestations qui devaient mettre en lumière la situation de l'auteur dramatique français d'aujourd'hui.

Ses conclusions sont optimistes : « Le théâtre d'auteur, écrit, semble vivant. » Et de réclamer, pour que le théâtre d'auteur, joué, le soit aussi, une salle subventionnée, qui ne monterait que des pièces d'auteurs nouveaux.

Cette salle, il y a quinze ans que nous la réclamons. A cette époque, le « Royal Court » de George Devine, qui donnait aux auteurs en puissance de véritables chances d'être joués, voyait les Anglais répondre très vite à la demande.

Le souci des organisateurs d'Amiens vient donc tard. Il est à craindre, en effet, que, lorsque le gouvernement se décidera à promouvoir un théâtre de jeunes auteurs, celui-ci n'ait déjà plus de raison d'être, au moins dans les formes qui, plus tôt, auraient fait de lui un outil inestimable. Aujourd'hui, l'invention solitaire, laissée trop longtemps sans soutien, s'est amenuisée et a laissé de nouvelles formes la supplanter.

André Benedetto, invité à Amiens, aurait souhaité y défendre la création dramatique naissant d'une équipe de jeu. Il proteste ici contre une manifestation qui « sous couvert... de progressisme et d'ouverture » selon lui, n'était qu'« une matraque ».

D. N.

Je me réfère à la journée du 6 décembre à laquelle j'ai participé dans le petit théâtre.

L'après-midi au cours de la rencontre Auteurs - Editeurs, après avoir supporté des turpitudes sans nombre, des discours sans réalité, des anecdotes anecdotiques, des déclarations ennuyeuses, des analyses inexistantes, des déballages de rancœurs, des attaques contre des personnes absentes, des accusations gratuites, des procès d'intention, etc., et même un éloge en règle de la répression, nous avons manifesté notre indignation. Alors on nous a demandé de bien vouloir jouer le jeu.

Le soir après avoir subi un spectacle intitulé « Mais que se passe-t-il ? » (1) qui prétendait présenter les jeunes auteurs français contemporains par un amalgame de cinq pièces en un acte, spectacle vieux,

dépassé et insignifiant (bien qu'il signifie quelque chose de bien précis), nous avons encore manifesté notre indignation. On nous a encore demandé de jouer le jeu.

Et nous avons refusé tout net de jouer le jeu. Parce que c'était un jeu truqué, une imposture.

Je vais dire pourquoi cette manifestation d'Amiens est une imposture et plus qu'une imposture : une action répressive, c'est-à-dire une matraque.

Ce qui différencie un flic en uniforme d'un flic sans uniforme c'est que le flic en uniforme sait qu'il est un flic et l'assume. L'autre est un irresponsable dangereux.

L'imposture d'Amiens n'est pas concertée pour telle, elle est secrétée naturellement par ces hommes nantis d'une telle dose d'inconscience qu'ils sont

La vie est à nous

Jean Morel

Une revue de cinéma, « l'Avant-Scène », a pris l'initiative de présenter au public parisien trois films « invisibles » : « **Nogent, Eldorado du dimanche** » (1929) de Marcel Carné, « **la Marche de la faim** » (1935), « **La vie est à nous** » (1936), « film réalisé collectivement par une équipe de techniciens, d'artistes et d'ouvriers », supervisée par Jean Renoir.

Des deux premiers nous ne dirons rien, sinon qu'ils reflètent bien l'esprit populiste de tout artiste qui se penche en artiste sur ce pauvre mais cher peuple. Ici, tous les tics et tous les trucs de l'avant-garde de l'époque : flou, surimpression et autres truquages trahissent le niveau de conscience politique de leurs auteurs. Et quand on dit niveau de conscience politique, il faut bien sûr entendre, outre le degré d'engagement de l'individu dans la vie politique, le degré de réflexion sur la spécificité des rapports du cinéma et de la politique.

Le film supervisé par Renoir souffre de temps en temps des

mêmes défauts : excès de réalisme pleurnichard (la séparation d'un couple) ou bon enfant (la guinguette). Mais il accède cependant à une utilisation efficace des possibilités didactiques du cinéma : la leçon sur les richesses de la France qui ne sont pas aux Français, « mais à ceux qui la pillent » : les deux cents familles. Montrer les ennemis de la classe ouvrière : De Wendel, Schneider, Renault, etc., et le colonel de la Rocque, ce n'est certes pas expliquer à ceux qui sont exploités le mécanisme économique par lequel ils le sont, mais dans une perspective de mobilisation autour du parti de la classe ouvrière (le P.C.F. de 1936) de toutes les forces antifascistes, c'est assez bien réussi. Car ce film n'a qu'un but : mobiliser contre le fascisme (d'où les caricatures de la voix d'Hitler en cabot, les gesticulations de De la Rocque, les bourgeois ridiculisés) en faisant adhérer au parti communiste, sans se poser plus de questions.

Le reproche politique (et ceci est aussi une question de cinéma) que l'on peut faire à ce film, c'est de jouer sans cesse le réflexe contre la réflexion, et d'utiliser les grandes têtes du P.C.F. comme des vedettes (Cachin jouant la familiarité, c'est assez drôle). Ce jeu peut certes donner des effets non négligeables (des adhésions), et l'on pourra toujours dire que l'on remédiera à l'équivoque (nationaliste) de départ en d'autres lieux. Mais il marque une certaine voie de cinéma politique que l'on n'est pas du tout obligé d'emprunter car elle n'est pas la seule. Le film politique d'un parti qui se réclame du matérialisme historique doit aussi appliquer à l'analyse de cette situation concrète qu'est le film qu'il veut fabriquer les concepts qu'il applique à d'autres situations.

Faute de quoi il se défend ou attaque avec les armes idéologiques de l'ennemi de classe. □



sans s'en rendre compte (peut-être) les purs produits de l'idéologie dominante de classe.

Dans ce sens on ne peut trouver un exemple aussi court, lumineux et significatif que cette imposture pour montrer la manière dont fonctionne l'appareil répressif de la culture bourgeoise quand il se donne des allures de novateur, une semaine par an.

Le propre de cette culture c'est de ne jamais partir de la réalité et de ce qui existe et de qui vit, c'est de fermer les portes, c'est de refuser la réalité pour lui substituer des schémas anciens, c'est d'imposer d'autorité une vision conforme, c'est d'assurer la survie de l'art bourgeois et de ses prêtres miséreux, c'est tout simplement de réprimer la vie et de s'ériger en flic patelin et paternaliste de l'ordre établi.

Qu'on en juge par les méthodes employées.

Les méthodes de sélection

On recense tous les auteurs.

On n'en présente que quelques-uns comme s'ils étaient représentatifs.

C'est grave mais ce qui est encore plus grave c'est que sous prétexte d'extraire le nouveau, de le montrer et de le promouvoir on perpétue l'ordre ancien, on l'installe, on l'impose. On asphyxie le monde avec cette notion bourgeoise d'auteur et on élimine du même coup — et donc on réprime — toutes les troupes qui travaillent autour d'un auteur, toutes les troupes qui travaillent collectivement, bref tout ce qui se fait de neuf et de révolutionnaire dans le théâtre français contemporain.

Ces messieurs savent-ils ce qui se fait ? Ou ne veulent-ils pas le savoir ? Ont-ils commencé par faire des enquêtes, des recherches ? Ont-ils réuni les auteurs, les troupes ? Ont-ils fait l'analyse concrète de la situation concrète ?

Pas du tout ! J'ai reçu en même temps que l'invitation le programme établi définitivement ! Libre à eux de se coopter et de donner leur idée du théâtre français. Mais qu'ils ne s'arrangent pas pour faire croire que cette idée recouvre une quelconque réalité. Qu'ils ne nous demandent pas d'entériner leurs décisions prises a priori et de tenir leurs petites querelles et leurs mesquineries pour des armes de combat.

Les méthodes de communication

Ce qui est encore plus grave, ou plus réactionnaire, c'est que sous prétexte de permettre le débat on le tue, sous prétexte de faire connaître on anesthésie, on met en conserve, on embaume et qu'en fin de compte on fabrique le contraire d'une action.

Ainsi on ne conçoit pas les auteurs dans une dynamique mais dans une classification, dans une hiérarchie. Et Miquel a classé les auteurs dans sept catégories. Pas plus pas moins. Mais qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre il a estimé lui, Miquel, qu'il était le metteur en scène toutes catégories. Il les a tous « mis en scène ». On a vu ce que ça donnait : cette fameuse médiocrité dont, paraît-il, un quelconque critique anglais accuse le théâtre français !

Et on a présenté ça comme une expérience. Pas dangereux les expériences. Ça a un petit air scientifique, sans relever le moins du monde des méthodes de la science, et on se sent à l'abri. On ne s'engage pas. On étiquette. On met en scène comme on met sous verre et on montre. Et on discute.

Et voilà que la méthode selon laquelle on instaure le débat est de toutes la plus significative du mécanisme répressif.

La méthode la plus simple pour discuter consiste à se pla-

cer face à face pour se parler et communiquer. Si un reporter veut enregistrer l'histoire, pour des travaux futurs, pour tout ce qu'on voudra, il circule de l'un à l'autre, il se glisse entre les gens ; il se débrouille.

A Amiens on n'a pas mis les gens face à face. On a mis les auteurs, éditeur, metteur en scène et organisateur face à des micros. Ils n'étaient pas là pour débattre entre eux, pour répondre au public, pour vivre une discussion, pour vivre dans ce temps et dans cet espace. Ils étaient là pour parler à nulle part et pour personne.

Gueulez-leur qu'ils sont dans ce moment même la proie de la répression et de la violence, qu'ils ne sont pas en vie mais en représentation. Ils ne com-

prennent pas. Du moment qu'ils ont un micro, et qu'ils peuvent dire tout ce qu'ils veulent ils se croient libres. C'est l'image même de l'aliénation.

Les méthodes de travail

Ce spectacle : « Mais que se passe-t-il ? » est si inconsistant, si pauvre et essoufflé, si dépassé que je renonce à faire la moindre analyse à ce sujet. Il était à l'image de la manifestation elle-même.

Une allumette éteinte dans une France qui grelotte. Mais tous ceux qui ont été déçus — et c'est heureux — savent qu'ailleurs il y a des feux qui couvent et des brasiers qui s'allument. Que les « jeunes » au-

teurs contemporains français ne soient pas les derniers à venir s'y réchauffer les mains. Et qu'ils en allument eux-mêmes au lieu de jouer les pompiers.

Pour conclure : je me suis désolidarisé de Nancy, je me désolidarise d'Amiens. Je dénonce une manifestation qui sous couvert de modernisme, de progressisme et d'ouverture, est en fait une entreprise contre-révolutionnaire. J'ai refusé d'être défrayé. Il y a des registres où je n'émerge pas. Et comme je suis respectueux des lois je ne tiens pas à être mêlé à une affaire de narcotiques et de stupéfiants, fussent-ils culturels.

André Benedetto

• A écouter

Pour s'y reconnaître

Bernard Sizaïre

En cette fin d'année près d'une cinquantaine de coffrets contenant environ deux-cents disques s'abattent simultanément sur les amateurs de musique. Non seulement les souscriptions se multiplient, mais elles sont parfois atteintes de gigantisme (46 symphonies de Mozart en 15 disques ou l'Intégrale de Beethoven en 72 microsilons). Ne risque-t-on pas l'indigestion ?

On peut se demander à quelle clientèle sont destinés ces coffrets. A quel oisif fortuné (les P.D.G. ont maintenant beaucoup de travail et consacrent leurs rares loisirs à entretenir leur pimpante musculature au club « Président »), à quel retraité doté d'une pension coquette ? Eh bien non, les disques s'affirment, cela se vend très bien. L'industrie du disque connaît au moment des souscriptions un coup de fouet saisonnier qui oblige souvent ouvriers et employés à travailler pendant les week-ends.

C'est, répètent les marchands, ce qui se vend le mieux et à une clientèle très large attirée par des prix spéciaux, une présentation soignée et une publicité bien faite.

Ne négligeons pas les aspects positifs de la vogue grandissante des souscriptions. La concurrence oblige les éditeurs à proposer des œuvres nouvelles ou des partitions rares. D'autres offrent des « intégrales » qui, quoique volumineuses, peuvent permettre à l'auditeur disponible et attentif de découvrir la totalité d'une démarche créatrice.

Mais ne dissimulons pas les dangers. Si certains éditeurs sont de véritables défricheurs de musiques nouvelles ou oubliées, le disque pour d'autres n'est qu'un alibi culturel qui trouve une place modeste entre leur production de radars et de frigidaire. C'est une marchandise comme une autre qu'il faut faire consommer massivement. Nous risquons alors, à les suivre, de survoler Beethoven, Bach et Mozart dont les coffrets deviennent déjà les garnitures inamovibles des salons bourgeois.

Parmi les souscriptions 1969 le choix est difficile. Nous avons déjà parlé de Xenakis (1), nous examinerons bientôt Beethoven et la nouvelle école viennoise. Aujourd'hui nous avons retenu Buxtehude et Chopin, parce qu'il s'agit, chacun à leur manière, de révélations.

● Chopin - Nocturnes.

Des générations de pianistes mondains ont fait de Chopin le confident des jeunes filles de bonne société. Grâce à ces mercenaires du piano, des avocats, des officiers supérieurs, des notaires ou des chefs d'entreprise ont pu, à bon compte, se prendre pour de grands sentimentaux et compenser leur égoïsme social par la larme furtive que leur arrachaient tous les dimanches après le café, leurs filles enrubannées.

J'avais donc Chopin en horreur, jusqu'à ce qu'Alexis Weissenberg le rendit tel sans doute qu'il fut : sans afféterie et discrètement viril puisque

dans la tendresse et la rêverie. Voilà Chopin dégraissé, débarassé de ses naïses pleurnicheries. Le voilà presque mozartien par l'équilibre et le refus de l'emphase ; le voici déjà debussyste dans les recherches harmoniques les plus hardies. (Voix de son Maître, 2 x 30 cm - en souscription jusqu'au 31-1-70.)

● Buxtehude - Œuvre d'orgue.

« Buxtehude, c'est la jeunesse de Bach ! » écrit Marie-Claire Alain dans sa présentation. Son œuvre constitue en effet le sommet de la musique d'orgue avant Bach qui l'admirait tant qu'à 20 ans il se rendit à pied à Lübeck pour suivre, pendant trois mois, les leçons de celui qu'il considérait comme son maître.

Les passionnés de Bach ne seront pas déçus. Sans doute les 86 pièces d'orgue de Buxtehude sont-elles généralement moins complexes et moins rigoureusement structurées que celles de l'auteur des chorals de Leipzig. Mais quelle liberté et quelle exubérance ! Quelle richesse dans la Passacaille qui rivalise sans peine avec ce que Bach écrivit de mieux !

Après son interprétation désormais historique de Bach, Marie-Claire Alain ne pouvait mieux faire que de se consacrer à celui sans qui l'auteur des Passions ne serait pas tout à fait ce qu'il fut. (Erato - 1 coffret 7 x 30 cm, en souscription jusqu'au 31-1-70.) □

(1) • T.S. •, n° 429.

Unifier le mouvement de masse étudiant dans l'U.N.E.F.

Le Collectif national de l'UNEF du 14 décembre 1969 a, sur proposition du B.N., décidé de reporter le 58^e Congrès à Pâques 1970. Deux raisons essentielles sont la cause de cette décision :

« 1. Le débat sur les problèmes des luttes et des orientations à partir de leur pratique dans leur faculté n'a pas pu s'engager dans toute la structure de base de l'UNEF.

« 2. L'état de la restructuration de l'UNEF ne permettrait pas de tenir le Congrès de lutte qui s'impose dans la phase actuelle de relance généralisée des luttes à l'Université, voire un congrès qui se passerait en validations, discussions sur la représentativité des délégués et en contestations diverses (motion du collectif). »

Des problèmes juridiques

Nous essayerons de préciser ces arguments. A la suite du mouvement de Mai, il était apparu clairement que l'UNEF devait modifier ses structures. En effet, les anciennes structures (AGE) héritées de la reconquête des structures corporatives après la guerre, avaient montré leur inaptitude à encadrer et à impulser les luttes étudiantes au point que spontanément, les étudiants s'étaient organisés en Comités d'Action. La restructuration de l'UNEF en CA, CB, Groupes d'Etude ou Comités UNEF doit permettre de redonner à l'UNEF une véritable arme de masse et d'affirmer l'hégémonie des militants développant une ligne et une pratique de masse. En même temps, elle doit permettre de mettre en place le cadre organisationnel permanent nécessaire à la lutte contre l'université bourgeoise. Ainsi, l'AG des 3 et 4 mai a voté des transformations. Or, la venue des vacances et la rentrée effective seulement vers le 15 novembre, ne laissaient pas le temps de réaliser cette transformation. Et le Congrès, faute de garanties sur la tenue d'AG militantes dans les facultés, aurait été un Congrès de validation et non de lutte, pourtant indispensable dans la situation présente.

...aux problèmes politiques

En effet, nous pensons que la situation actuelle a une double caractéristique. D'une part, l'offensive généralisée de la bourgeoisie depuis Mai se poursuit et se manifeste dans la dévaluation, l'austérité, la rentabilisation des services publics, la nouvelle société, les contrats de progrès. D'autre part, la crise capitaliste s'affirme toujours avec plus d'acuité : si les années 1968-1970 sont de bonnes années pour les profits des patrons, en contrepartie, face à son exploitation accrue (augmentation des cadences, refus des augmentations de salaires, austérité, etc.), la classe ouvrière est de plus en plus combative. La bourgeoisie est obligée de liquider des couches entières (paysans, commerçants, etc.), qui sont un de ses soutiens essentiels. Et M. Pompidou, en appelant à l'unanimité nationale et en menaçant les ouvriers, les paysans, les étudiants, indique combien la bourgeoisie est en crise. Plus que jamais, il est nécessaire que le mouvement étudiant se batte aux côtés de la classe ouvrière. Il a un rôle secondaire dans le champ de la lutte des classes, mais chacune de ses actions sur son terrain de lutte propre, l'université, contribue à affaiblir le pouvoir. Il nous apparaissait donc nécessaire que le Congrès de l'UNEF soit un congrès de lutte, ce qu'il ne pouvait pas être à l'heure actuelle, étant donné l'état de la restructuration de l'organisation. Aussi proposons-nous des perspectives d'action pour le mouvement étudiant pour le second trimestre.

Des propositions d'action

Trois ordres essentiels de lutte, se dessinent. En premier lieu l'UNEF doit lutter contre la restructuration et la rentabilisation capitalistes de l'université. La bourgeoisie essaye d'adapter l'appareil universitaire à un besoin et la loi Faure était le premier moyen de sa politique. La participation permettrait de faire gérer par les intéressés eux-mêmes la situation imposée par le pouvoir, et les luttes me-

nées ce trimestre (50 f, médecine, austérité) ont dévoilé aux yeux de la masse des étudiants ce rôle au point que le pouvoir renonce à faire de nouvelles élections cette année, de peur de perdre définitivement cette bataille. Refuser la rentabilisation, c'est accentuer la contradiction qui existe entre la nécessité de la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et son coût social. Le mouvement étudiant se bat donc contre le financement privé de l'université, contre les universités concurrentielles, contre les diplômes régionaux, c'est-à-dire, qu'il empêche l'université de devenir plus rentable pour le capitalisme. En second lieu, il est nécessaire que, face à la stratégie diversifiée du pouvoir qui prend principalement des mesures locales et sectorielles, nous opposions des mots d'ordre unificateurs. C'est pourquoi la lutte contre la sélection est l'axe principal du mouvement étudiant. Lutter contre la sélection c'est lutter contre l'adaptation de l'université aux besoins du capital, c'est lutter contre l'examen qui permet de vérifier l'absorption des valeurs bourgeoises par les étudiants, c'est lutter contre la restructuration de l'université. Enfin, le mouvement étudiant doit mener des luttes résolues contre l'impérialisme, aussi bien l'impérialisme américain au Vietnam ou en Europe (Pacte atlantique) que l'impérialisme français au Tchad.

L'ensemble de ces propositions sera discuté dans la rencontre nationale de l'UNEF du 24 janvier, sanctionnée par un collectif le 25 janvier. Pour que le débat démocratique ait bien lieu, une commission est chargée de vérifier que tous les textes soient diffusés dans les structures de l'UNEF.

La bataille pour l'existence du mouvement étudiant organisée sur une ligne anticapitaliste se joue au second trimestre, aussi bien dans la lutte contre le courant réformiste dit « Renouveau », que dans la capacité de l'UNEF d'impulser et de diriger les luttes étudiantes. C'est donc une bataille essentielle pour le PSU, comme le rappelait la décision de la D.P.N. □